PRINT MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1700792

L'Avenir Huy-Waremme

Date: **01-09-2022**
Page: **22**
Periodicity: **Daily**
Journalist: **-**

Circulation: **4178**
Audience: **20589**
Size: **49 cm²**

WAREMME

Oxfam ouvre ses portes et fait déguster

En juin dernier, le magasin Oxfam de Waremme a pris ses quartiers rue Reine Astrid, face au Delhaize. Ce vendredi soir, à 18 h, l'inauguration officielle est prévue et ce samedi, une journée portes ouvertes sera organisée pour présenter au grand public les nouveaux locaux.

De 10 à 17 h, ce samedi donc, ce sera l'occasion pour les clients fidèles et les nouveaux de déguster différents produits équitables vendus sur place. Les visiteurs se verront aussi offrir un bon d'achat.

Dans ses nouveaux locaux de la rue Reine Astrid, Oxfam dispose de 200 m² d'espace, soit deux fois plus que dans ses anciens locaux.

» *Samedi de 10 à 17 h, rue Reine Astrid.*

© auxipress • +32 2 514 64 91 • info@auxipress.be • www.auxipress.be

www.lavenir.net

Date: **01-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**

Circulation: **0**
Audience: **107802**

https://www.lavenir.net/regions/huy-waremme/waremme/2022/09/01/oxfam-ouvre-ses-portes-et-fait-deguster-UM73HDL6KBG3HAWO5C4UJTWSZU/

Oxfam ouvre ses portes et fait déguster

En juin dernier, le magasin Oxfam de Waremme a pris ses quartiers rue Reine Astrid, face au Delhaize. Ce vendredi soir, à 18 h, l'inauguration officielle est prévue et ce samedi, une journée portes ouvertes sera organisée pour présenter au grand public les nouveaux locaux.

De 10 à 17 h, ce samedi donc, ce sera l'occasion pour les clients fidèles et les nouveaux de déguster différents produits équitables vendus sur place. Les visiteurs se verront aussi offrir un bon d'achat.

Dans ses nouveaux locaux de la rue Reine Astrid, Oxfam dispose de 200 m2d'espace, soit deux fois plus que dans ses anciens locaux.

Samedi de 10 à 17 h, rue Reine Astrid.

WEB MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1703740

weekend.levif.be

Date: **02-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **Fanny Bouvry**

Circulation: **0**
Audience: **15057**

https://weekend.levif.be/voyage/belgique-alentours/que-faire-ce-week-end-notre-agenda-pour-les-3-et-4-septembre/

Que faire ce week-end : notre agenda pour les 3 et 4 septembre

La Belge Elodie Antoine exposera aussi dans le parc d'Enghien. © SDP Shopper chez Oxfam-Magasins du monde

On fait quoi ce week-end ? Le Vif Weekend vous donne des idées pour passer du bon temps, dehors comme dedans. Bon amusement !

1. On fait le plein d'art à Enghien

Pour sa quatrième édition, la Biennale d'art contemporain d'Enghien célèbre le rêve et le mystère avec sa thématique « Par enchantement ». Une quinzaine d'artistes contemporains ont investi le parc paysager, mais aussi divers lieux habituellement non visibles du grand public, pour donner leur vision du merveilleux.

La Belge Elodie Antoine exposera aussi dans le parc d'Enghien. © SDP

Cette année, pour la première fois, la salle de la maquette du château – conservée dans son unique vestige, la tour – sera ainsi exceptionnellement dévoilée, tout comme une tapisserie datant du XVIIe siècle. Pour joindre contemplation et balade dans un site qui au XVIIe siècle était considéré comme l'un des plus beaux jardins d'Europe et qui mêle plans d'eau, bois et parterres.

Parc d'Enghien Jusqu'au 18 septembre.

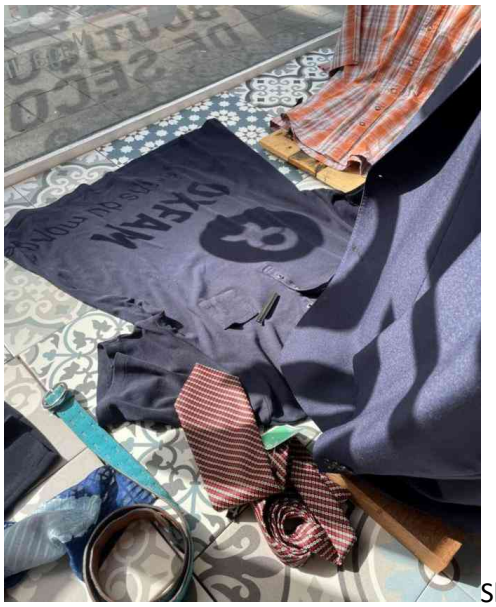
2. On se rhabille en seconde main, partout, tout le temps

… Et encore plus en septembre à l'occasion de l'action #secondhandseptember mise en place par Oxfam-Magasins du monde. L'idée : « Changer les habitudes de consommation « fast fashion » et encourager les acheteuses·eurs à se fournir exclusivement en seconde main durant 30 jours (et plus si affinités !)." L'organisation incite donc les amoureux de mode à pousser les portes d'une de ses 33 boutiques pour dénicher des perles vintage.

La Belgique compte 33 enseignes

Oxfam. © SDP

Mais le grand public est aussi invité à profiter de ce mois dédié pour faire le tri dans ses armoires et déposer des vêtements – inutilisés mais de qualité, c'est important – dans les diverses enseignes. Un concours, en ligne et dans tous les magasins Oxfam, est également organisé pour gagner une virée shopping spéciale seconde main avec Marie de @consciencethriftshopper comme personnal shoppeuse.



Shopper chez Oxfam-Magasins du monde © SDP

Oxfam

3. On profite de l'instant présent, à Rixensart

Le Slow Festival, c'est une rencontre artistique, mais pas seulement. Le temps d'une journée, les familles peuvent se reconnecter à la nature dans le parc de Rixensart, qui compte notamment une belle forêt ancienne de feuillus. Elles peuvent aussi découvrir le château, d'inspiration espagnole et classé au Patrimoine exceptionnel de Wallonie.

Le parc de rixensart accueille le Slow Festival. © SDP

« Ces nouvelles éditions proposent une expérience artistique et sensorielle, à vivre en toute liberté, sans guide et sans horaires, dans des lieux uniques, chargés d'histoire et riches de paysages de verdure exceptionnels. », résument les organisateurs de cet événement qui autrefois s'appelait Explorarium.

La musique notamment sera au cœur du Slow Festival de Rixensart. © www.focale28.be / A.HEYMANS

Au menu de ce festival éclectique: des concerts de musique classique dans des théâtres végétaux, un concert pop/folk, des concerts au casque mais aussi des arts de la rue, de la danse et un théâtre d'ombres… Et pour ceux qui ne seraient pas libres ce samedi, il est bon de savoir que le festival revient au parc de Mariemont à Morlanwelz le 9 octobre et dans le parc d'Enghien le 10 avril 2023.

Explorarium Ce 3 septembre. Sur réservation.

4. On fait un festin médiéval, à Gembloux

Hors-Champs rassemble en un lieu bucolique un restaurant mené de main de maître par Stefan Jacobs, une boulangerie proposant des pains cuits au feu de bois, des chambres d'hôtes et une grange dédiée à des événements.

Mais Stefan et sa compagne Aurélie organisent également dans cette ancienne ferme agricole des manifestations thématiques à l'instar de cette fête médiévale à venir, qui marque les 3 ans d'Hors-Champs.

L'équipe Hors-Champs, en mode médiéval. © SDP

Pour l'occasion, le chef a concocté un banquet gastronomique d'époque (sur réservation), servi midi et soir, mais aussi une kyrielle d'activités. Présentation des métiers du Moyen Age, campement médiéval, archerie, tournoi de chevalerie à pied ateliers en tout genre (bougie, alchimie,…) et petite restauration… Ménestrels, chevaliers, princesses et brigands de tous bords y trouveront leur compte (sans réservation).

Hors-Champs Du 2 au 4 septembre. Sur réservation pour le banquet uniquement.

Hors-Champs prépare des douceurs d'époque pour ce week-end moyenâgeux. © SDP

PRINT MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1706745

L'Avenir Huy-Waremme

Date: 05-09-2022
Page: 17
Periodicity: Daily
Journalist: Priscilla Lénaerts

Circulation: 4178
Audience: 20589
Size: 235 cm²

Oxfam gagne en visibilité

WAREMME

Depuis son déménagement à proximité de la gare, le magasin Oxfam gagne en visibilité. De nouveaux clients curieux poussent les portes.

PRISCILLA LENAERTS

Ce samedi, le magasin Oxfam de Waremme officialisait sa réouverture au travers d'une action « portes ouvertes ». Cinq euros étaient notamment offerts pour tout achat supérieur à 35 euros. Mais cela fait déjà quelques jours que le shop a repris du service, à deux pas de la gare de Waremme. « *On a fusionné vêtements et bijoux,* précise Christine, bénévole qui a rejoint l'équipe il y a un mois. *C'est la première fois que cela arrive ! On a donc pu ouvrir un plus grand magasin, mieux agencé.* » Vêtements de seconde main mais biscuits, café et boucles d'oreilles forment donc aujourd'hui un vaste étalage de produits issus du commerce équitable.

Et la proximité de ce nouvel endroit avec la gare lui permet d'ailleurs d'agrandir sa visibilité et d'attirer des curieux.

« *On voit de plus en plus de jeunes passer,* se félicite la vendeuse. *Le public évolue quand même. Maintenant qu'on a plus de place, c'est également plus facile de les accueillir.* »

ÉDA

Un shop trop grand ?

Parmi les clients assidus, qui se rendaient déjà dans le précédent QG, certains ont par contre eu une réaction surprenante.

« *Une dame nous a dit qu'elle trouvait le magasin trop grand,* souligne Judith, autre bénévole du magasin. *Cela lui paraissait assez impersonnel. Mais elle reviendra quand même !* »

Pour cette cliente, Oxfam ressemblait davantage à d'autres boutiques de bijoux et de vêtements. Le prix à payer pour plus d'espace.

Nelly Bastin, elle, est bénévole depuis près de 40 maintenant. Et des clients, elle en a vu défiler de toutes sortes et de tous horizons. Pour elle, le coût de la vie n'aide pas vraiment à renflouer les caisses. « *Tout a augmenté avec le temps* », remarque-t-elle. *Pour certains, le coût, même ici, est trop cher. Nous n'avons malheureusement pas le choix.* » Quant à la crise énergétique actuelle, l'équipe estime qu'il n'est pas encore possible de dire si elle a un impact sur le nombre de clients dans leur boutique. « *On ne voit pas vraiment d'augmentation à ce niveau-là. On a beaucoup d'habitués et de curieux qui viennent car nous sommes bien mieux situés qu'avant.* »

Le déménagement aura donc été positif pour cette petite équipe de passionnées, et (pré-)pensionnées.

Judith, Nelly et Marie-Luce sont bénévoles depuis quelques temps maintenant.

WEB MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1706438

www.lavenir.net

Date: **04-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**

Circulation: **0**
Audience: **107802**

https://www.lavenir.net/regions/huy-waremme/2022/09/04/oxgam-gagne-en-visibilite-a-waremme-DOBFM6SHSJDWLDOJ7JRYCLDDK4/

Oxgam gagne en visibilité à Waremme

Judith, Nelly et Marie-Luce sont bénévoles depuis quelques temps maintenant. ©ÉdA

Depuis son déménagement à proximité de la gare, le magasin Oxfam gagne en visibilité. De nouveaux clients curieux poussent les portes.

Ce samedi, le magasin Oxfam de Waremme officialisait sa réouverture au travers d'une action "portes ouvertes". Cinq euros étaient notamment offerts pour tout achat supérieur à 35 euros. Mais cela fait déjà quelques jours que le shop a repris du service, à deux pas de la gare de Waremme. " On a fusionné vêtements et bijoux, précise Christine, bénévole qui a rejoint l'équipe il y a un mois. C'est la première fois que cela arrive! On a donc pu ouvrir un plus grand magasin, mieux agencé." Vêtements de seconde main mais biscuits, café et boucles d'oreilles forment donc aujourd'hui un vaste étalage de produits issus du commerce équitable.

Et la proximité de ce nouvel endroit avec la gare lui permet d'ailleurs d'agrandir sa visibilité et d'attirer des curieux.

On voit de plus en plus de jeunes passer, se félicite la vendeuse. Le public évolue quand même. Maintenant qu'on a plus de place, c'est également plus facile de les accueillir."

"Une dame nous a dit qu'elle trouvait le magasin trop grand, souligne Judith, autre bénévole du magasin. Cela lui paraissait assez impersonnel. Mais elle reviendra quand même!"

Pour cette cliente, Oxfam ressemblait davantage à d'autres boutiques de bijoux et de vêtements. Le prix à payer

pour plus d'espace.

Nelly Bastin, elle, est bénévole depuis près de 40 maintenant. Et des clients, elle en a vu défiler de toutes sortes et de tous horizons. Pour elle, le coût de la vie n'aide pas vraiment à renflouer les caisses. " Tout a augmenté avec le temps", remarque t-elle. Pour certains, le coût, même ici, est trop cher. Nous n'avons malheureusement pas le choix." Quant à la crise énergétique actuelle, l'équipe estime qu'il n'est pas encore possible de dire si elle a un impact sur le nombre de clients dans leur boutique. " On ne voit pas vraiment d'augmentation à ce niveau-là. On a beaucoup d'habitués et de curieux qui viennent car nous sommes bien mieux situés qu'avant."

Le déménagement aura donc été positif pour cette petite équipe de passionnées, et (pré-)pensionnées.

WEB MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1713350

www.telesambre.be

Date: **07-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**

Circulation: **0**
Audience: **1000**

https://www.telesambre.be/oxfam-c-est-le-second-hand-september

Oxfam : c'est le Second Hand September

Ce mois de septembre c'est le « Second Hand September ». Une action qui a été lancée en 2019 par Oxfam Angleterre. Celle-ci a pour objectifs de changer les habitudes de consommation « fast fashion » et à encourager les acheteurs à se fournir exclusivement en seconde main durant 30 jours (et plus si affinités !).

Cette année, Oxfam relance sa campagne, pour dénoncer les dérives dévastatrices de la fast fashion sur l'environnement et sur les conditions de vie de ses travailleurs. L'association va proposer des alternatives à la surproduction de vêtements et accessoires de mode.

Chaque année, plus de 130 milliards de vêtements sont produits. L'industrie de la mode génère 1,7 milliard de tonnes de CO2 par an. Au niveau salarial, 18 centimes d'euros reviennent en moyenne à une ouvrière asiatique pour un tee-shirt vendu 29€ en Europe, malgré un temps de travail dépassant souvent les 12 heures.

Durant tout ce mois, vous pourrez donc apporter vos vêtements que vous ne portez plus. Et ils se retrouveront peut-être dans un magasin de seconde main.

Évidemment, après le mois de septembre il sera possible de déposer ses vêtements. Le but est de mettre aussi en avant le travail de ces bénévoles.

WEB MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1716797

www.nordeclair.be

Date: **09-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**

Circulation: **0**
Audience: **9380**

https://nordeclair-mouscron.sudinfo.be/990513/article/2022-09-09/des-tournaisiens-berlin-pour-le-commerce-equitable

Des Tournaisiens à Berlin pour le Commerce équitable

Des Tournaisiens engagés! - D.R.

Fin août (23 au 26) s'est organisé le 16e Sommet International du Commerce Équitable à Berlin. Une délégation d'Oxfam-Magasins du Monde d'une soixantaine de personnes y a participé. Parmi la délégation belge, on retrouvait quatre Tournaisiens.

Julie Mervaille et Stéphane Thys, bénévoles au Magasin Oxfam situé dans la rue Curé Notre-Dame à Tournai, et Adèle Sandron et Nico Comblez-Cavaco, deux jeunes bénévoles tournaisiennes, étudiantes de l'Athénée Royal Jules Bara.

Organisé par la World Fair Trade Organization (Organisation Mondiale du Commerce Equitable), ce sommet international a permis aux participants d'échanger sur les nouvelles tendances et défis du commerce équitable grâce à des ateliers, tables rondes et rencontres avec des producteurs.

Adèle Sandron, jeune bénévole témoigne : « Les rencontres et discussions que j'ai eues avec les producteurs et artisans me donnent un point de vue différent sur la conception des articles qu'on acète et des enjeux qu'un achat fair trade peut avoir. Je suis revenue de ce voyage grandie et soulagée de nous savoir nombreux à soutenir cette cause : je suis optimiste pour l'avenir ». Une manifestation a également été organisée devant la porte de Brandebourg. Des revendications ont été remises au représentant de l'Union Européenne à Berlin.

Stéphane Thys, bénévole Oxfam, confie : « La manif était un moment fort ! Nous avons rappelé l'importance du devoir de vigilance et exigé que les entreprises européennes s'assurent que les droits humains, le droit du travail et les normes environnementales soient respectées à chaque étape de leur production depuis les matières premières jusqu'au produit fini. Il n'est plus possible d'acheter des produits de marques européennes qui sont fabriqués dans des conditions indignes dans des pays du Sud ou qui polluent à des milliers de kilomètres. Cela n'a pas de sens de faire des efforts pour le climat en Europe sans repenser notre consommation et l'origine de nos produits ».

PRINT MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1719072

Nord Eclair (éd. Quotidien de Mouscron)

Date: 12-09-2022
Page: 10
Periodicity: Daily
Journalist: Stéphane Thirion

Circulation: 4300
Audience: 30100
Size: 188 cm²

TOURNAI

Commerce équitable : 4 Tournaisiens à Berlin

Fin août (23 au 26) s'est organisé le 16e Sommet International du Commerce Équitable à Berlin. Une délégation d'Oxfam-Magasins du Monde d'une soixantaine de personnes y a participé. Parmi la délégation belge, on retrouvait quatre Tournaisiens.

Julie Mervaille et Stéphane Thys, bénévoles au Magasin Oxfam situé dans la rue Curé Notre-Dame à Tournai, et Adèle Sandron et Nico Comblez-Cavaco, deux jeunes bénévoles tournaisiennes, étudiantes de l'Athénée Royal Jules Bara.

Organisé par la World Fair Trade Organization (Organisation Mondiale du Commerce Equitable), ce sommet international a permis aux participants d'échanger sur les nouvelles tendances et défis du commerce équitable grâce à des ateliers, tables rondes et rencontres avec des producteurs.

Adèle Sandron, jeune bénévole témoigne : « Les rencontres et discussions que j'ai eues avec les producteurs et artisans me donnent un point de vue différent sur la conception des articles qu'on acète et des enjeux qu'un achat fair trade peut avoir. Je suis revenue de ce voyage grandie et soulagée de nous savoir nombreux à soutenir cette cause : je suis optimiste pour l'avenir ». Une manifestation a également été organisée devant la porte de Brandebourg. Des revendications ont été remises au représentant de l'Union Européenne à Berlin.

Des Tournaisiens engagés © DR

Stéphane Thys, bénévole Oxfam, confie : « La manif était un moment fort ! Nous avons rappelé l'importance du devoir de vigilance et exigé que les entreprises européennes s'assurent que les droits humains, le droit du travail et les normes environnementales soient respectées à chaque étape de leur production depuis les matières premières jusqu'au produit fini. Il n'est plus possible d'acheter des produits de marques européennes qui sont fabriqués dans des conditions indignes dans des pays du Sud ou qui polluent à des milliers de kilomètres. Cela n'a pas de sens de faire des efforts pour le climat en Europe sans repenser notre consommation et l'origine de nos produits ». ■

S.T.

PRINT MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1719757

Nord Eclair (éd. Quotidien de Tournai)

Date: 12-09-2022
Page: 10
Periodicity: Daily
Journalist: -

Circulation: 4300
Audience: 30100
Size: 184 cm²

TOURNAI

Commerce équitable : 4 Tournaisiens à Berlin

Fin août (23 au 26) s'est organisé le 16e Sommet International du Commerce Équitable à Berlin. Une délégation d'Oxfam-Magasins du Monde d'une soixantaine de personnes y a participé. Parmi la délégation belge, on retrouvait quatre Tournaisiens.

Des Tournaisiens engagés © DR

Julie Mervaille et Stéphane Thys, bénévoles au Magasin Oxfam situé dans la rue Curé Notre-Dame à Tournai, et Adèle Sandron et Nico Comblez-Cavaco, deux jeunes bénévoles tournaisiennes, étudiantes de l'Athénée Royal Jules Bara.

Organisé par la World Fair Trade Organization (Organisation Mondiale du Commerce Equitable), ce sommet international a permis aux participants d'échanger sur les nouvelles tendances et défis du commerce équitable grâce à des ateliers, tables rondes et rencontres avec des producteurs.

Adèle Sandron, jeune bénévole témoigne : « Les rencontres et discussions que j'ai eues avec les producteurs et artisans me donnent un point de vue différent sur la conception des articles qu'on acète et des enjeux qu'un achat fair trade peut avoir. Je suis revenue de ce voyage grandie et soulagée de nous savoir nombreux à soutenir cette cause : je suis optimiste pour l'avenir ». Une manifestation a également été organisée devant la porte de Brandebourg. Des revendications ont été remises au représentant de l'Union Européenne à Berlin.

Stéphane Thys, bénévole Oxfam, confie : « La manif était un moment fort ! Nous avons rappelé l'importance du devoir de vigilance et exigé que les entreprises européennes s'assurent que les droits humains, le droit du travail et les normes environnementales soient respectées à chaque étape de leur production depuis les matières premières jusqu'au produit fini. Il n'est plus possible d'acheter des produits de marques européennes qui sont fabriqués dans des conditions indignes dans des pays du Sud ou qui polluent à des milliers de kilomètres. Cela n'a pas de sens de faire des efforts pour le climat en Europe sans repenser notre consommation et l'origine de nos produits ». ■

S.T.

WEB MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1718986

www.quefaire.be

Date: **12-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**

Circulation: **0**
Audience: **28769**

https://www.quefaire.be/-commerce-equitable-8465365.shtml

[COMMERCE Equitable] ? Un double anniversaire, ça se fête ! ?

10 ans du Commerce Equitable et 40 ans d'Oxfam Soignies !

Depuis 10 ans, la Ville de Soignies s'engage dans la valorisation du commerce équitable, en partenariat avec " Oxfam-Magasin du Monde ", qui célèbre également ses 40 ans de combat pour l'équité. Le 17 septembre prochain, venez célébrer nos deux anniversaires ! Au programme : Théâtre, contes, acrobaties aériennes, concert pour les tout petits, dégustation de pâtisseries (sur réservation) et de boissons équitables,…

La Bibliothèque La Régence, Le magasin "Oxfam-Magasin du Monde", la troupe Skarab, l'atelier créatif "Papier de Soi", Margaux de Pyronix Production, le magasin L'Envol et Tonton Denis vous y attendent nombreu.x.ses !

Où :	Centre Culturel Espace Jara Place Van Zeeland 7060 Soignies
Téléphone :	067/347.491
Tarif :	Gratuit
Public :	Tous publics
Internet :	https://bit.ly/3Qlc7Fd
Enregistré par :	melissa deruwez suivre (09/09/2022)
Catégorie :	Animation,Fête,... suivre
	♿

Samedi: de 14:30 à 18:00

Le 17 septembre

www.lesoir.be

Date: **11-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**

Circulation: **0**
Audience: **412000**

https://sosoir.lesoir.be/comment-se-mettre-serieusement-la-seconde-main

Comment se mettre sérieusement à la seconde main ?

Les achats en seconde main, autrefois catégorisés comme ringards, sont aujourd'hui en plein essor. Économies et écologie sont les deux arguments principaux qui poussent les gens à franchir le cap. Pour ceux qui cherchent à s'y mettre réellement, le mois de septembre est la bonne occasion.

Chaque année, la fast fashion produit 1,7 milliards de CO2. Un chiffre énorme qui fait beaucoup de mal à la planète. En plus de son impact néfaste sur l'environnement, la fast fashion contribue à un système d'exploitation des travailleurs. Oxfam révèle qu'en moyenne, sur un t-shirt vendu 30 euros en Europe, les travailleurs n'en touchent que 18 cents. Pour lutter contre ce désastre écologique et humain, de plus en plus de personnes se tournent vers la seconde main pour s'habiller. Pour encourager ce mouvement, Oxfam met en place, durant tout le mois de septembre, l'initiative #secondhandseptember.

Durant un mois, l'association met au défi d'acheter uniquement en seconde main. Un concept innovant qui vise à sensibiliser les acheteurs et à modifier les habitudes de consommation.

Pour participer au challenge, Oxfam vous invite à pousser les portes de leurs magasins pour acheter ou apporter des vêtements que vous ne mettez plus. Deux actions que vous pouvez mettre en place au quotidien et pas seulement pour les articles de mode.

Comment réduire ses déchets ?

Si vous préférez, vous pouvez tout aussi bien vous charger de les revendre directement via des plateformes ou des applications comme Vinted ou en optant pour un stand sur les brocantes. De cette manière, vous rejoignez la boucle et contribuez à l'essor de la tendance de la seconde main.

WEB MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1724981

www.antennecentre.tv

Date: **14-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**

Circulation: **0**
Audience: **1000**

https://www.antennecentre.tv/article/soignies-la-fete-au-commerce-equitable

Soignies : la fête au commerce équitable

Soignies : la fête au commerce équitable - © Tous droits réservés

Depuis 10 ans, la Ville de Soignies s'engage dans la valorisation du commerce équitable, en partenariat avec le commerce sonégien " Oxfam-Magasin du Monde ", qui célèbre également ses 40 ans de combat pour l'équité. À l'occasion de ce double anniversaire, différentes animations autour de cette thématique seront organisées le samedi 17 septembre dès 14h30 à l'Espace culturel Victor Jara.

" Un travail rémunéré à sa juste valeur ", voici l'essence même de la notion de commerce équitable, connu généralement sous l'appellation anglophone " Fair Trade ". Cette valeur, essentielle pour avancer vers un monde plus juste, la Ville de Soignies la défend depuis de nombreuses années jusqu'à obtenir en 2012, le label " Commune du Commerce Équitable ".

Si la Ville de Soignies soutient la démarche à l'international, elle n'oublie pas pour autant son terroir. Au cours des dernières années, elle a effectivement mis en place différentes actions pour mettre en valeur les producteurs locaux et sensibiliser la population aux circuits courts, notamment en créant en 2014 la Halle aux Saveurs ou encore, en 2020, le label "Des prairies aux papilles".

De son côté, l'enseigne sonégienne "Oxfam- Magasin du Monde" fait office de référence dans le domaine du "Fair Trade" sur le territoire sonégien depuis bientôt 40 ans. Cette association a su effectivement, au fil du temps,

devenir un incontournable dans la promotion de l’équité nord-sud.

Pour célébrer leurs deux anniversaires, la Ville de Soignies et "Oxfam - Magasin du Monde" ont souhaité mettre à l'honneur le commerce équitable au travers d'une journée réunissant différentes animations le samedi 17 septembre dès 14h30 : pièce de théâtre collaborative, lecture de contes, acrobaties aériennes, ateliers de bricolage, dégustation de pâtisseries (sur réservation) et de boissons équitables, concert.

Du 5 au 15 octobre, diverses activités seront effectivement organisées dans le cadre de la semaine du commerce équitable. Ciné-débat, journée "découverte d'un métier", balade gourmande, exposition photos ou encore concours, il y en aura pour tous les goûts à Soignies.

WEB MEDIA
OXFAM MAGASINS DU MONDE
Ref: 42879 / NC1727394

www.dhnet.be

Date: **15-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**

Circulation: **0**
Audience: **363300**

https://www.dhnet.be/regions/centre/2022/09/15/le-magasin-oxfam-de-soignies-fete-ses-40-ans-IRRG5GYGYVDTPKN4DVKKVK7EFQ/

Le magasin Oxfam de Soignies fête ses 40 ans

©Etienne Ansotte

Depuis 10 ans, la Ville de Soignies s'engage dans la valorisation du commerce équitable, en partenariat avec le commerce sonégien " Oxfam-Magasin du Monde ", qui célèbre également ses 40 ans de combat pour l'équité.

À l'occasion de ce double anniversaire, différentes animations autour de cette thématique seront organisées le samedi 17 septembre dès 14h30 à l'Espace culturel Victor Jara.

En 2012, la Ville de Soignies obtenait le label "Commune du Commerce équitable" grâce aux différentes actions mises en place au fil des années mais aussi via la forte implantation de son magasin Oxfam-Magasin du Monde qui fête ses 40 ans cette année et qui fait office de référence dans le domaine "fair trade" sur le territoire sonégien.

Pour célébrer ces deux anniversaires, la Ville de Soignies et "Oxfam - Magasin du Monde" ont souhaité mettre à l'honneur le commerce équitable au travers d'une journée réunissant différentes animations le samedi 17 septembre dès 14h30 : pièce de théâtre collaborative, lecture de contes, acrobaties aériennes, ateliers de bricolage, dégustation de pâtisseries (sur réservation) et de boissons équitables, concert pour les tout petits. "Tout au long de l'année, nous nous efforçons de sensibiliser un maximum la population ainsi que les services

communaux à cette thématique depuis maintenant 10 ans" explique la Bourgmestre, Fabienne Winckel dans un communiqué. "Ce samedi, pour fêter ce double anniversaire comme il se doit, nous invitons les citoyens à découvrir les dessous de ce principe fondamental qu'est la rémunération équitable à travers une multitudes d'activités pour toutes les générations. Et nous ne nous arrêterons pas en si bon chemin puisque, dès le mois d'octobre, d'autre activités seront organisées, notamment dans nos écoles, où les plus jeunes seront également sensibilisés à la thématique".

Du 5 au 15 octobre, diverses activités seront effectivement organisées dans le cadre de la semaine du commerce équitable. Ciné-débat, journée "découverte d'un métier", balade gourmande, exposition photos ou encore concours, il y en aura pour tous les goûts à Soignies !

WEB MEDIA
OXFAM MAGASINS DU MONDE
Ref: 42879 / NC1727933

lanouvellegazette.sudinfo.be

Date: **15-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**

Circulation: **0**
Audience: **33559**

https://lanouvellegazette-centre.sudinfo.be/993966/article/2022-09-15/soignies-fete-les-40-ans-doxfam-et-sinscrit-dans-la-promotion-du-commerce

Soignies fête les 40 ans d'Oxfam et s'inscrit dans la promotion du commerce équitable

Par com Pour les 40 ans d'Oxfam-Magasin du Monde et les 10 ans de l'engagement de Soignies dans la valorisation du commerce équitable, de nombreuses animations seront organisées ce samedi, dès 14h30, à l'Espace Culturel Victor Jara

" Un travail rémunéré à sa juste valeur ", voici l'essence même de la notion de commerce équitable, connu généralement sous l'appellation anglophone " Fair Trade ". Cette valeur, essentielle pour avancer vers un monde plus juste, la Ville de Soignies a pris à coeur de la défendre depuis de nombreuses années jusqu'à obtenir en 2012, le label " Commune du Commerce Équitable ".

Si la Ville de Soignies soutient la démarche à l'international, elle n'oublie pas pour autant son terroir. Au cours des dernières années, elle a effectivement mis en place différentes actions pour mettre en valeur les producteurs locaux et sensibiliser la population aux circuits courts, notamment en créant en 2014 la Halle aux Saveurs ou encore, en 2020, le label "Des prairies aux papilles".

De son côté, l'enseigne sonégienne "Oxfam- Magasin du Monde" fait office de référence dans le domaine du "Fair Trade" sur le territoire sonégien depuis bientôt 40 ans. Cette association a su effectivement, au fil du temps, devenir un incontournable dans la promotion de l'équité nord-sud.

Pour célébrer leurs deux anniversaires, la Ville de Soignies et "Oxfam - Magasin du Monde" ont souhaité mettre à l'honneur le commerce équitable au travers d'une journée réunissant différentes animations le samedi 17 septembre dès 14h30 : pièce de théâtre collaborative, lecture de contes, acrobaties aériennes, ateliers de bricolage, dégustation de pâtisseries (sur réservation) et de boissons équitables, concert pour les tout petits, ...

"Tout au long de l'année, nous nous efforçons de sensibiliser un maximum la population ainsi que les services communaux à cette thématique depuis maintenant 10 ans" explique la Bourgmestre, Fabienne WINCKEL. Ce samedi, pour fêter ce double anniversaire comme il se doit, nous invitons les citoyen.ne.s à découvrir les dessous de ce principe fondamental qu'est la rémunération équitable à travers une multitudes d'activités pour toutes les générations. Et nous ne nous arrêterons pas en si bon chemin puisque, dès le mois d'octobre, d'autre activités seront organisées, notamment dans nos écoles, où les plus jeunes seront également sensibilisés à la thématique".

Du 5 au 15 octobre, diverses activités seront effectivement organisées dans le cadre de la semaine du commerce équitable. Ciné-débat, journée "découverte d'un métier", balade gourmande, exposition photos ou encore concours.

WEB MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1728632

www.antennecentre.tv

Date: **15-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**

Circulation: **0**
Audience: **1000**

https://www.antennecentre.tv/article/invite-du-1818-les-40-ans-doxfam-soignies

Invité du 18/18 : les 40 ans d'OXFAM à Soignies

Cela fait 40 ans que des bénévoles sont actifs à Soignies pour le compte d'OXFAM. Soignies qui a également obtenu le label de commune du commerce équitable, il y a 10 ans. Un double anniversaire qui va être célébré ce samedi. Christian Host, bénévole pour OXFAM depuis 40 ans, est venu nous en parler.

DEMUXER_ERROR_NO_SUPPORTED_STREAMS: FFmpegDemuxer: no supported streams
Dix-Huit
18

WEB MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1727917

www.dhnet.be

Date: **15-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**

Circulation: **0**
Audience: **363300**

https://www.dhnet.be/regions/centre/2022/09/15/le-magasin-oxfam-de-soignies-fete-ses-40-ans-IRRG5GYGYVDTPKN4DVKKVK7EFQ/

Le magasin Oxfam de Soignies fête ses 40 ans

©Etienne Ansotte

Depuis 10 ans, la Ville de Soignies s'engage dans la valorisation du commerce équitable, en partenariat avec le commerce sonégien " Oxfam-Magasin du Monde ", qui célèbre également ses 40 ans de combat pour l'équité.

À l'occasion de ce double anniversaire, différentes animations autour de cette thématique seront organisées le samedi 17 septembre dès 14h30 à l'Espace culturel Victor Jara.

En 2012, la Ville de Soignies obtenait le label "Commune du Commerce équitable" grâce aux différentes actions mises en place au fil des années mais aussi via la forte implantation de son magasin Oxfam-Magasin du Monde qui fête ses 40 ans cette année et qui fait office de référence dans le domaine "fair trade" sur le territoire sonégien.

Pour célébrer ces deux anniversaires, la Ville de Soignies et "Oxfam - Magasin du Monde" ont souhaité mettre à l'honneur le commerce équitable au travers d'une journée réunissant différentes animations le samedi 17 septembre dès 14h30 : pièce de théâtre collaborative, lecture de contes, acrobaties aériennes, ateliers de bricolage, dégustation de pâtisseries (sur réservation) et de boissons équitables, concert pour les tout petits. "Tout au long de l'année, nous nous efforçons de sensibiliser un maximum la population ainsi que les services

communaux à cette thématique depuis maintenant 10 ans" explique la Bourgmestre, Fabienne Winckel dans un communiqué. "Ce samedi, pour fêter ce double anniversaire comme il se doit, nous invitons les citoyens à découvrir les dessous de ce principe fondamental qu'est la rémunération équitable à travers une multitudes d'activités pour toutes les générations. Et nous ne nous arrêterons pas en si bon chemin puisque, dès le mois d'octobre, d'autre activités seront organisées, notamment dans nos écoles, où les plus jeunes seront également sensibilisés à la thématique".

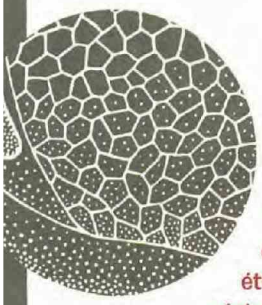
Du 5 au 15 octobre, diverses activités seront effectivement organisées dans le cadre de la semaine du commerce équitable. Ciné-débat, journée "découverte d'un métier", balade gourmande, exposition photos ou encore concours, il y en aura pour tous les goûts à Soignies !

PRINT MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1730724

Imagine demain le monde

Date: **01-09-2022**
Page: **24-43**
Periodicity: **Bi-Monthly**
Journalist: **Sarah Freres**

Circulation: **10000**
Audience: **-**
Size: **9 073 cm²**



Le 6e continent

[*Usuel.* Partie étendue du monde]

Une enquête de Sarah Freres, Christophe Schoune et Hugues Dorzée

Il y a un an, la Belgique était sous eau. Cet été, elle vivait la pire sécheresse du siècle. Tous les voyants climatiques sont au rouge et il ne manque ni de données scientifiques documentant la catastrophe en cours et à venir, ni d'objectifs annoncés – le fameux Green Deal européen, notamment, qui vise la neutralité carbone à l'horizon 2050. Et pourtant, les réformes entreprises sont trop lentes, trop floues, trop peu « basculantes ». Qu'est-ce qui bloque concrètement ? Quels sont les conservatismes à l'œuvre ? Pourquoi, à l'échelle belge, ne parviendra-t-on probablement pas à atteindre le cap fixé (- 47 % d'émissions de CO_2 d'ici 2030) ? *Imagine* a mené l'enquête pendant plusieurs semaines auprès de dizaines de parties prenantes (ministres, présidents de partis, dirigeants d'entreprises, experts, syndicalistes, activistes...) et vous raconte pourquoi et comment ça coince à tous les étages de la maison Belgique.

Climat : Les conservatismes à l'œuvre

1. Une démocratie grippée et bricolée

« *Ce qui bloque le plus en Belgique, c'est qu'on a systématiquement une gouvernance défaillante. Le climat étant une compétence partagée entre le fédéral et les entités fédérées, c'est la foire d'empoigne. Et ce n'est pas nécessairement le fait de la N-VA, comme on l'entend souvent : on est freiné parce que le moins ambitieux peut tout bloquer* », déplore Nicolas Van Nuffel, président de la Coalition climat, qui regroupe une nonantaine d'organisations.

Cette gouvernance climatique ressemble à une gigantesque usine à gaz. Avec trois Régions (Bruxelles, Flandre, Wallonie), quatre ministres du Climat (un par Région et une au fédéral), et autant de cabinets, des conseils d'avis régionaux et fédéraux... « *Le problème, ce n'est pas tant le nombre de ministres. C'est le fait qu'aucun n'est au-dessus de l'autre*, constate Rebecca Thissen, juriste et chargée de la campagne climat au CNCD. *Il n'y a pas de hiérarchie des normes et pas d'arbitre.* »

Il existe bien une Commission nationale climat où siègent les cabinets et les administrations, mais elle est peu efficiente : « *Les mécanismes de décision sont complètement flous et opaques. Il n'y a aucun compte rendu, ça se passe à huis clos, loin du Parlement et des citoyens. On ne sait donc pas qui décide ni à qui demander des comptes. Des groupes de travail sans statut légal se réunissent çà et là et les séances plénières, soumises à la transparence, sont rarissimes* », dénonce une experte.

Résultat : au dernier Sommet climat de Glasgow (COP26), le Premier ministre Alexander De Croo (Open VLD) a

Les activistes pour le climat seront de retour dans les rues de Bruxelles en octobre 2022. Des actions de désobéissance civile sont également prévues.

débarqué sans le fameux accord de coopération sur le « *burden sharing* » – lequel détermine les efforts que doivent se répartir les différentes entités pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et un objectif en termes d'énergies renouvelables. Le précédent (2013-2020) est largement dépassé (à l'époque, il avait fallu sept ans pour le décrocher !). Et le prochain (2021-2030) est dans les limbes, faute d'accord entre les parties.

Certes, depuis les dernières réformes de l'Etat, les Régions possèdent des leviers importants pour réduire leur empreinte carbone, mais « *chacun avance de son côté, sans stratégie concertée nationale* », déplore un élu écologiste. « *L'autorité fédérale a pourtant des compétences qui lui permettent de prendre l'ascendant afin que la Belgique respecte ses engagements internationaux, notamment si l'inaction ou les actions d'une Région ou d'une Communauté l'en empêchent. Sauf que ça n'a jamais été utilisé* », relève Jean Faniel, directeur du Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp).

Refédéraliser ces matières – ce que personne ne semble recommander, à l'exception du PTB ? « *Je m'y opposerai par tous les moyens*, réagit Zuhal Demir, ministre flamande du Climat (N-VA). *Si je dois nommer Mmes Khattabi et Van der Straeten* [ministres fédérales du Climat et de l'Energie, Ecolo-Groen] *patronnes de la politique climatique en Flandre, cela aura des conséquences désastreuses pour nos habitants.* » Un échange de cordialités qui en dit long sur les relations règnant autour de la table nationale... Une ministre Khattabi que ses détracteurs ne cessent par ailleurs de critiquer, estimant qu'elle est une « *responsable sans pouvoir* », plus intéressée « *par la com' que par la prise en main de dossiers essentiels ou qui fâchent* ».

Qu'à cela ne tienne, à la rentrée, l'ex-coprésidente d'Ecolo prendra les devants pour tenter de contrer cette absence de gouvernance climatique tant décriée. Elle compte déposer une proposition visant à adapter l'article 7bis de la Constitution en vue de l'adoption d'une loi spéciale interfédérale sur le climat. « *Il faudra d'abord se mettre d'accord au sein du gouvernement fédéral et puis obtenir l'aval des Régions. Je ne suis pas certaine qu'on y arrivera, mais c'est un outil de pilotage et de gouvernance indispensable* », explique-t-elle. « *Si elle obtient la majorité requise, cette loi va faire perdre une part d'autonomie aux entités fédérées, ce qui est inacceptable pour la Flandre, surtout pour la N-VA, sans parler du Belang. Je crains que ça ne passe pas* », estime un autre ministre.

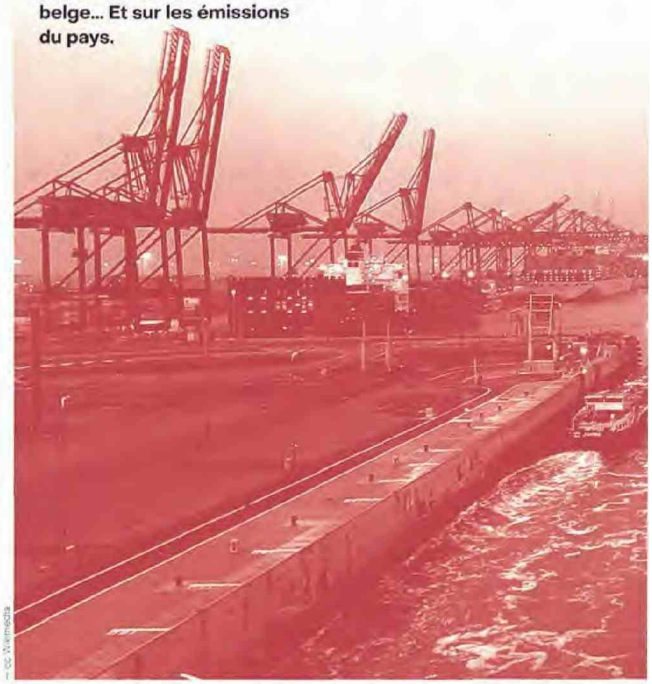
Un signe, là encore, des difficultés à s'accorder dans ce dossier entre les différentes entités, surtout avec une ›

› Flandre qui pèse lourd (*lire en p.34*). « *Je suis atterré de voir à quel point le régionalisme est à l'œuvre et ne permet pas à la Belgique d'être ambitieuse. A chaque fois, nous sommes recalés par l'Europe !* », déplore Roland Moreau, membre du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie. Un avis que ne partage pas Serge De Gheldere, président l'Asbl Klimaatzaak : « *La Belgique ingouvernable, incapable de coordonner son action climatique ? Bullshit ! On l'a fait pour le Covid et avec des résultats, c'est donc possible, tout est question de volonté.* » Thierry Bodson, président de la FGTB, ajoute que « *la pléthore de ministres de la Santé en Suisse n'empêche pas cette Confédération d'avoir un excellent système de soins de santé. Ce dont on a besoin, c'est de mieux faire fonctionner les institutions existantes* ». Et Benoît Lutgen (Les Engagés), ancien ministre wallon de l'Environnement, de considérer qu'« *on manque surtout de créativité* ».

Pour Jean-Pascal van Ypersele, climatologue à l'UCLouvain, la complexité institutionnelle belge et la « *mal gouvernance* » n'expliquent pas tout. Aux yeux de l'ancien vice-président du GIEC, cet enlisement s'explique aussi par le court-termisme caractéristique de nos démocraties occidentales. « *Il y a un manque de connaissances profonde de certains processus à l'œuvre : on ne mesure toujours pas bien que le CO_2 est une pollution stockée qui s'accumule dans l'atmosphère. Ce déficit de compréhension de l'urgence et de l'ampleur des enjeux persiste malheureusement chez beaucoup de décideurs qui devraient être mieux formés* », décrypte-t-il.

Serge De Gheldere poursuit : « *Dans l'histoire contemporaine, de grands dirigeants ont mené à bien de grandes transformations : le vote universel, la création de la sécurité sociale, la mise en place d'un vaste réseau énergétique... C'est le job de la classe politique de nous guider et nous accompagner à l'aide d'un ensemble d'outils à sa disposition (lois, taxes, expertises, plans d'investissements...) pour réussir de grandes réformes. Aujourd'hui, nos gouvernants ne sont pas toujours à la hauteur du défi auquel nous faisons face. Ils sont tétanisés à l'idée de prendre des mesures fortes, exemplaires, qui vont peut-être déplaire.* » Pour Grégor Chapelle, directeur de l'Asbl Kick, un accélérateur de la transition écologique au sein des communes, « *c'est la faute aux individus, certainement. Mais davantage encore au système tel qu'il fonctionne. On demande à nos élus de s'occuper uniquement du court terme : 2,3,4 ans... Imaginez, les perspectives à 50 ou 100 ans ! De plus, notre système électoral est organisé d'une manière complètement décalée face aux urgences du 21e siècle. Celui-ci se base sur une compétition électorale permanente, avec l'obsession de la séduction des électeurs (ce qui attire un certain profil de personnalités parfois très opportunistes et égocentriques), un pouvoir organisé de manière verticale et hiérarchique qui ne fait qu'entretenir les égos et s'emballe complètement avec l'omniprésence des réseaux sociaux* ».

> « Comme l'indique l'accord de majorité, nous allons revoir l'article 7bis pour adopter une loi spéciale climat. Je viens d'aboutir à une proposition que je vais mettre sur la table du gouvernement à la rentrée. »
>
> Zakia Khattabi, ministre fédérale du Climat (Ecolo).



Le port d'Anvers, le secteur de la chimie et de la pétrochimie pèsent lourd dans l'économie belge... Et sur les émissions du pays.

— ©Wikimedia

Pour enrayer le désastre climatique, mais aussi l'enchaînement de toutes les autres crises environnementales (disparition de la biodiversité, pollution de l'air, dégradation des sols...), l'ex-directeur d'Actiris plaide pour « *une réforme en profondeur de nos processus de décision. En instaurant, non pas une participation de façade, mais en créant des outils démocratiques véritablement délibératifs et performants, en mettant en place de véritables chambres du futur, avec des citoyens rémunérés, alimentés par des experts, un seul mandat à la clé et un droit de veto sur toutes les mesures qui seraient néfastes au climat et à la biodiversité* ». –

2. Le vieux mantra de l'économie

« L'économie belge est un paquebot difficile à manier, schématise Thibaut Georgin, membre du conseil de direction d'Ecopreneur, la fédération des entreprises de la transition. Alors qu'elle repose d'abord sur un tissu de PME, ce sont les cinq cent grandes entreprises qui font la pluie et le beau temps dans les fédérations patronales. Parmi elles, de grandes industries restent profondément ancrées dans l'ancien modèle productiviste. Avant qu'elles ne changent, il faudra dix, vingt ou trente ans. » Pour ce consultant qui est aussi… président du conseil d'administration de la SNCB, « tant qu'on n'imposera pas d'autres règles du jeu économique à travers une planification de la décroissance des émissions et de la dématérialisation, ces grandes entreprises ne changeront pas fondamentalement de modèle. »

« On est face à deux mondes, soutient aussi Grégor Chapelle, le directeur de l'Asbl Kick, un accélérateur de la transition écologique au sein des communes. L'un, le vieux, accroché à l'idée que notre système économique basé sur la concurrence et la croissance va nous sauver. L'autre, davantage tourné vers une économie réincarnée, relocalisée, qui investit dans des domaines porteurs de solutions. Pour réussir cette transition, qui donne le vertige, c'est dans le second qu'il faudra aller chercher l'inspiration. » Comme le rappelle Jean Faniel, politologue et directeur du Crisp, « dans une économie de marché mondialisée, le patronat est à la fois un ennemi et un allié de la cause climatique » et la transition « passera obligatoirement par les entreprises, même si celles-ci se montrent parfois réticentes ». Zakia Khattabi (Ecolo), ministre fédérale du Climat, abonde : « Le problème vient de là, mais une grande partie de la solution aussi. La classe politique a souvent le nez sur la prochaine échéance électorale. Le temps des affaires et des investissements, lui, est davantage en prise avec la réalité. Le monde de l'entreprise sera notre meilleur allié. »

A condition qu'il soit partie prenante. Or, une partie de celui-ci tarde à bouger pour des raisons systémiques. « Notre système, par essence productiviste, est fondé sur des contrats sociaux, une croissance redistribuée entre le patronat et les travailleurs, l'idée du plein emploi, etc. analyse Bruno Bauraind, chercheur au Gresea (Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative). Non seulement les grandes entreprises capitalistiques n'ont que faire de ce modèle,mais en plus elles rechignent à l'idée d'un nouveau modèle basé sur des politiques volontaristes, une planification écologique, une sobriété économique. »

Une grande partie du monde patronal reste accroché au triptyque productivité/croissance/compétitivité. De leur côté, les entreprises cotées en bourse visent d'abord les intérêts de leurs actionnaires. Quant à l'économie financiarisée où les grandes banques jouent un rôle clef, elle continue à alimenter un système non soutenable (financements toxiques, *greenwashing*, etc.) face aux promesses d'une économie verte qui peine à s'imposer. En cause, notamment, les forces d'inertie à l'œuvre au sein des organisations patronales. « Lorsqu'on se battait pour les moins 55 % de réduction de CO_2 en 2030, on n'a jamais obtenu le soutien de la FEB (Fédération des entreprises de Belgique) au Conseil fédéral du développement durable. Maintenant, ils sont d'accord parce qu'obligés par l'Europe. Mais ils ›

Notre climatographe réalisé par Roxanne Machecourt (stag).

Novembre 1988. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est créé à la demande du G7, composé de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, du Japon, de l'Italie et du Royaume-Uni. Deux ans plus tard, son premier rapport conclut avec « *certitude* » que le CO_2 est responsable « *de plus de la moitié de l'augmentation de l'effet de serre terrestre* » et que stabiliser les concentrations des gaz à longue durée de vie à leurs niveaux actuels « *nécessiterait une réduction de plus de 60 % des activités humaines émettrices de ces gaz* ».

28 mars 1995. La première conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 1) se tient à Berlin. Elle prend acte de la gravité de la situation et de la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) relevant des activités humaines.

-5 %. Le 15 décembre 1997, le Protocole de Kyoto est adopté à la COP3 qui fixe pour la première et seule fois des objectifs contraignants de réduction des émissions de GES pour les pays développés : - 5 % à l'horizon 2012.

3 000 personnes défilent à Bruxelles pour la première manifestation en faveur du climat en Belgique. Celle-ci est organisée le 7 décembre 2007 à l'initiative de la Coalition Climat, qui fédère alors 70 organisations de la société civile. Deux ans plus tard, pour la COP15 à Copenhague, 15 000 personnes défilent à Bruxelles, 100 000 à Copenhague. On parle alors de la première grande vague pour le climat.

La politisation au sein des administrations est-elle un frein pour l'action climatique ?

— Unsplash / Dan Asaki

› *refusent toute forme de contrainte* », regrette Nicolas Van Nuffel (Coalition Climat). « *Ils surveillent tout ce qui se passe dans les cabinets, les partis, au Parlement. Ils sont intégrés et infiltrés partout* », ajoute une habituée des COP. Un autre interlocuteur... économique renforce ce point de vue : « *Dès qu'il s'agit d'aller à la table des négociations, ils poussent au statu quo. Par exemple, en Flandre, le Voka ne veut pas s'opposer aux transporteurs qui demandent des compensations carburants, alors qu'il faudrait dire : "stop, on change le modèle de mobilité".* » Pour Jacques Crahay, ex-président de l'Union wallonne des entreprises, « *les fédérations sont encore bien trop figées. A la FEB, on est carrément nulle part avec certains dirigeants qui sont franchement climato-assez-sceptiques. Par contre, dans les fédérations sectorielles comme Agoria* [qui représente deux mille entreprises de l'industrie technologique], *la réflexion progresse fort.* » Et Nicolas Van Nuffel de constater : « *Zakia Khattabi doit lancer l'an prochain une Conférence nationale sur la transition juste et c'est déjà une bataille sans nom avec les entreprises. Secteur par secteur, on étudiera l'état des lieux et on négociera en tripartite (entreprise, Etat, syndicats) pour définir une trajectoire de réduction des émissions qui permette de faire la transition avec un accompagnement social (formation des travailleurs, renforcement de la sécurité sociale puisque des secteurs vont croître et d'autres décroître, etc.). Cette trajectoire sera contraignante et les fédérations freinent déjà des quatre fers.* »

A la FEB, on met en avant les nombreuses initiatives internes (awards, tables-rondes, soutiens...) prises pour soutenir l'économie circulaire parmi les membres. « *Il est souvent facile de tirer sur les entreprises*, remarque Vanessa Biebel, responsable du centre de compétence durabilité & économie circulaire. *On ne conteste pas les objectifs climatiques mais pour les atteindre, la méthodologie de travail est essentielle. Or on constate une différence d'approche entre les Régions. Nous soutenons une approche* bottom-up *(de bas en haut) qui part de mesures précises, de leurs effets attendus et des moyens disponibles pour les mettre en œuvre. Une méthodologie standardisée, qui permette aux acteurs économiques de bien comprendre où ils vont, manque.* »

Marek Hudon, professeur d'économie à l'ULB, va dans ce sens : « *Les entreprises ont besoin d'un cadre et d'indicateurs précis pour se transformer. Beaucoup n'ont pas de clés pour comprendre les ordres de grandeur nécessaires pour rester à 1,5 voire 2 degrés d'élévation des températures.* »

Alors que les entreprises et leurs fédérations, FEB en tête, prônent des mesures pour garantir la compétitivité dans un cadre européen, Jean-Pascal van Ypersele, climatologue, tempère : « *Nous avons toutes les compétences pour avancer en Europe – des centres de recherches, des entreprises innovantes... Et ceux qui iront au plus vite vers une économie décabornée seront les premiers gagnants.* » Ce que Serge De Gueldere (Klimaatzaak) soutient : « *Trop de chefs d'entreprise voient la crise comme une contrainte, une perte, un coût. Pourtant une économie bas carbone, c'est une formidable opportunité pour innover.* »

Tous nos interlocuteurs s'accordent sur un point : la prise de conscience progresse. « *Celles qui veulent pérenniser leurs activités, et même leur existence, doivent changer de vision. C'est progressif mais elles ont compris qu'elles doivent y aller* », observe Philippe Henry, ministre wallon du Climat. « *Le profil des managers de demain va énormément compter. On aura besoin de gens qui se mouillent, avec une vision, de l'entregent, une capacité d'imposer un business modèle équilibré, soutenable sur le long terme, qui prend à bras le corps les contraintes environnementales à tous les étages* », note le consultant Jérome Meessen (Climact). « *Les chefs d'entreprise, comme tous les citoyens, ont leur propre cosmologie, leurs croyances, leurs habitudes et leurs filtres*, remarque Jacques Crahay. *Mais le Covid a fait évoluer les esprits, cet arrêt net de l'économie a été un choc. Le rapport au travail a changé : le télétravail, la quête de sens... Voyez "la grande démission" aux Etats-Unis : 4,5 millions de gens ont décidé de changer de vie professionnelle !* » Et un autre élu wallon ajoute : « *J'entends aussi de nombreux cas de patrons qui sont influencés par leurs enfants. Ils se sentent responsables et ne veulent plus assumer et entretenir un modèle qui ne serait pas durable.* »

Des virages à 180 degrés qui ne sont néanmoins pas simples à opérer. Car, pour réussir sa transition, il faut agir d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur (coûts de fabrication et du travail, matières premières, énergie, transport, bien-être au travail, bilan carbone...). « *Le risque, c'est que pour se conformer aux nouvelles contraintes environnementales, les grandes entreprises s'entourent d'une armée de gros consultants (BCG, McKinsey, Deloitte...), pas pour réduire réellement leurs émissions de* CO_2, *mais pour coller à ce qu'on attend d'eux*, craint Jérome Meessen. *Il faudra des contrôles et des certifications sérieuses derrière.* »

Deux poids deux mesures dans un monde entrepreneurial en pleine mutation. « *Il n'y aura de toute façon pas de profits possibles sur une planète morte* », conclut Nicolas Van Nuffel. –

3. Les inerties de l'administration « parapluie »

« *Les administrations sont les principaux leviers du changement*, estime Grégor Chapelle, ex-directeur d'Actiris, l'organisme en charge de l'emploi à Bruxelles-Capitale. *Au fil du temps, on a tout fait pour rendre les services publics inefficaces : des règles en matière de ressources humaines paralysantes qui ne permettent pas d'engager les bonnes personnes aux bons endroits, des conditions sur les marchés publics qui sont lourdes et peu flexibles, le principe des "annuités budgétaires" qui force beaucoup de services à dépenser absolument tout leur budget en fin d'année de manière quelquefois insensée, sans marge de manœuvre ni réflexion à long terme. Sans parler de l'impact environnemental de certaines mesures prises parfois en dépit du bon sens.* » Un ministre wallon, qui souhaite garder l'anonymat, confirme : « *C'est en grande partie sur la fonction publique que repose la capacité des politiques à faire advenir la vision inscrite dans une déclaration de politique régionale. En Wallonie, l'administration travaille encore en silos et n'est pas outillée pour aborder les défis du futur comme les bouleversements climatiques. Alors qu'elle devrait jouer un rôle central, elle a souvent un réflexe "parapluie" extraordinaire : elle vit dans la peur, passe plus de temps à se protéger qu'à penser solutions. En interne, la force d'inertie est parfois très grande. Un agent qui veut bloquer le système dispose de grands moyens pour le faire.* »

> « L'administration a souvent un réflexe "parapluie" extraordinaire : elle vit dans la peur, passe plus de temps à se protéger qu'à penser solutions »
>
> Un ministre wallon.

Une politisation encore très présente – en particulier en Région wallonne, où le PS et Les Engagés (ex-CDH) disposent de relais puissants et de possibilités de blocages. L'impossibilité de déplacer ou de remplacer des agents car les statuts et les codes de la fonction publique sont relativement contraignants. Un manque de concertation et de transversalité dans les mesures prises. Des compétences internes dans lesquelles puisent des cabinets ministériels pléthoriques qui font « double emploi » ou négligées au détriment de consultants extérieurs chèrement payés... A tous les étages, les critiques fusent. « *C'est facile de taper sur le dos des fonctionnaires*, tempère, *off the record*, un top manager fédéral. *Il faut voir les moyens alloués. On investit trop peu dans l'expertise et les contrôles. Les politiques d'austérité et de réduction de personnel sont aussi passées par là. Et si ça bouge si peu au niveau du climat, mais aussi de la biodiversité, de la pollution de l'air, de l'agriculture intensive... C'est d'abord parce que les gouvernements qui se succèdent ne savent pas où ils vont !* » D'après Jérôme Meessen, consultant au sein de Climact, des objectifs sont annoncés, une prise de conscience s'amorce mais il reste aussi « *beaucoup d'incohérences, voire des contradictions dans les différentes politiques publiques* ». ›

« Le sommet de la dernière chance ». La conférence de Copenhague de 2009 aboutit au premier accord mondial non-contraignant et sans objectifs précis pour limiter l'élévation de la température à deux degrés d'ici 2100. Un échec majeur pour ce qui était qualifié de sommet de la « dernière chance ».

1,5 degrés. L'accord de Paris est adopté à la COP21, en 2015. Son objectif vise à limiter le réchauffement climatique à « *un niveau bien inférieur à 2 degrés, de préférence à 1,5 degré, par rapport au niveau préindustriel* ». Ce traité ne fixe pas de contraintes précises aux Etats en termes de réduction d'émissions.

« La Belgique défendra des objectifs ambitieux ». La promesse du Premier ministre belge, Charles Michel (MR), n'est pas tenue à la COP24 en Pologne (2018). La Belgique s'oppose au paquet énergétique européen, qui sera finalement adopté. Le dernier jour de ce sommet, aucun accord intrabelge n'est trouvé. Empêchée par la position de la Flandre, la Belgique ne rejoint pas la coalition qui réclame des politiques climatiques plus fortes.

Skolstrejk för klimatet. La première grève scolaire pour le climat est lancée par Greta Thunberg, devant le Parlement suédois en août 2018.

› Un exemple : « *d'un côté, la Wallonie annonce son intention de lutter contre le réchauffement climatique, de l'autre elle pousse à fond la digitalisation. Mais si elle veut appliquer son plan, sa consommation électrique va tripler d'ici 2030 ! Autant dire qu'une mesure risque d'annuler l'autre.* »
Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC, abonde également dans ce sens : « *L'Union européenne, elle, s'est fixé un cap : la neutralité carbone en 2050. C'est clair. Et nous ? Quel chemin précis va-t-on emprunter à l'échelle du pays ? On ne voit ni direction claire ni planification écologique et sociale ! Pire : on décide A et finalement on fait B. La fermeture des centrales nucléaires est l'exemple parfait. On vote la mesure et puis on change de cap. Résultat : nous voilà à la merci de gros opérateurs privés qui sont en position de monopole, obligés de "laisser faire le marché", sans vue précise ni contrôle sur le prix de l'énergie.* » –

4. L'écologie politique diluée

Quarante députés au lieu de treize. Plus de 20 000 voix de préférence par rapport à 2014. Une participation gouvernementale à tous les niveaux de pouvoir. Et, pour couronner le tout, trois ministres... du Climat : Zakia Khattabi (fédéral), Philippe Henry (Région wallonne) et Alain Maron (Région bruxelloise). Dans la foulée des grandes marches de 2019, Ecolo est à nouveau au sommet. Avec des attentes fortes, dans ses rangs, comme dans la société civile. Trois ans plus tard, qu'en est-il ? Embarqués, parfois à reculons, dans des coalitions plus ou moins extensibles, les Verts sont confrontés à des pressions exercées de partout.
Du PTB au Belang, tous les partis se sont emparés du climat, leur « core business ». Ils ne sont pas forcément indispensables dans les exécutifs et ne pèsent pas lourd face aux partis « traditionnels ». Le MR de George-Louis Bouchez pratique un bashing anti-vert continu. L'écosocialisme de Paul Magnette, président du PS, leur fait de l'ombre. Les ONG et les syndicats voudraient qu'ils soient davantage en « rupture ». Pas simple, dans ce contexte, d'exister et d'engranger des victoires à faire valoir lors des prochaines élections de 2024.
« *L'écologie politique est tétanisée par l'échec des écotaxes des années 1990*, analyse l'économiste Etienne de Callataÿ. *Résultat, ils n'osent plus déplaire, proposent des mesures gentilles et n'exercent pas de pression ou de chantage pour peser, par exemple, sur l'aérien, ou les grandes orientations économiques.* »
Jean-Luc Crucke, ex-ministre wallon (MR), ne se prive pas non plus d'égratigner ses anciens partenaires : « *Les Ecolos ont-ils vraiment la culture du gouvernement ? Je m'interroge. Je ne sais pas pourquoi Philippe Henry, qui a un tel ministère (climat-mobilité-énergie), n'accouche pas de réformes importantes.* » Pour Gaëtan Vanloqueren, directeur général d'Oxfam Magasins du Monde, « *on se demande pourquoi les écologistes ont peur de tenir un discours radical et d'être qualifiés d'utopistes alors que depuis 2019 et leurs accords de gouvernement, l'état du monde s'est encore aggravé* ». Un activiste, membre la Coalition climat, ajoute : « *Après la mobilisation de 2018 dans la rue, ils avaient un boulevard. Comme des naïfs, ils ont pris partout le climat alors que ce sont des ministères avec peu d'influence. Non seulement le rapport de force est déséquilibré, mais c'est difficile pour nous de critiquer nos "alliés naturels". Ils n'arrêtent pas de nous dire "arrêtez de nous mettre la pression, on fait ce qu'on peut". D'accord, mais globalement, disons-le, ils sont mous.* »
Au sein du parti, les voix rappellent l'envers du décor et la complexité des dossiers : l'enchaînement de crises majeures (une pandémie, les inondations, la guerre en Ukraine), les répercussions budgétaires, les coups bas de certains partenaires (le PS et le MR en tête), les effets délétères de la realpolitik, les contrefeux venus de Flandre (*lire en p.34*). « *A tous les niveaux de pouvoir, tout est marchandé*, déplore un chef de cabinet aguerri. *Dans le cadre du plan de relance, par exemple, il a fallu batailler ferme pour avoir des moyens considérables sur les enjeux climatiques, avec des discussions de marchand de tapis. Au bout du compte, chacun se neutralise. C'est*

une dynamique très hiérarchisée, avec un ministre-président [Elio Di Rupo, PS] *conservateur et fondamentalement productiviste.* » Le ministre Henry constate par ailleurs : « *L'urgence face à laquelle on se trouve et la nécessité de changements majeurs dans la vie quotidienne rendent les décisions politiques complexes. On évolue dans un contexte où la médiatisation s'est accélérée sur fond de poujadisme ou de populisme permanent. Résultat : n'importe quel changement qui est un tout petit peu contraignant subit des oppositions très fortes.* »

Pour Gilles Vanden Burre, chef de groupe Ecolo à la Chambre des représentants, des avancées sont engrengées à tous les niveaux de pouvoir. « *A Bruxelles, Finance Brussels a revu les investissements publics à la hausse. Au fédéral, il y a tous les investissements pour la SNCB et le reporting annuel de chaque ministère qui va permettre de mesurer la diminution des émissions de* CO_2. *Tout ça n'existait pas avant* », liste-t-il.

« *Des options fortes ont été prises en Wallonie aussi. Le stop béton, l'arrêt de construction de routes, la plantation de haies, le classement d'énormes parties du territoire en réserve naturelle, le passage progressif à l'agro-écologie... Mais il y a deux défis majeurs : les moyens financiers et la coordination sur le terrain* », insiste Paul Magnette, le président du PS, loyal avec son partenaire. Mais jusqu'à quand ? Car les élections de 2024 sont en vue. Et Ecolo sait qu'il ne peut pas rater sa sortie. Ecartelé comme le rappelle Jean Faniel (Crisp), entre « *différents clivages* » (socio-économique, communautaire, productivisme versus antiproductivisme, rural-urbain...), le parti écologiste doit sceller des alliances, peser sur les décisions futures, provoquer des ruptures et ne pas renier ses « *grands fondements idéologiques qui consistent à dire qu'il faut rompre avec un système qui nous envoie droit dans le mur* ». –

« Les Ecolos ont-ils vraiment la culture du gouvernement ? Je m'interroge »

Jean-Luc Crucke, ex-ministre wallon du climat (MR)

Dans les rangs des écologistes, certains estiment qu'à l'avenir, s'ils restent au gouvernement fédéral, il faudrait *« sortir de nos marottes »* et négocier pour obtenir le portefeuille des Finances.

« On est plus chauds, plus chauds, plus chauds que le climat ». En janvier 2019, c'est le début des « grèves à l'école » pour le climat organisées par Youth for Climate. Ils sont d'abord 3 000 étudiants dans les rues, les 10 et 12 janvier et 35 000 en marche le 24 janvier. Le mouvement des « vendredis pour le climat » s'ancrera dans la durée.

« Donnons aux jeunes la place qu'ils méritent [...] Rassemblons toutes ces énergies dans un projet qui crée de nouvelles opportunités. » Quelques jours plus tard, le 29 janvier, le Roi Philippe sort de sa réserve.

29 mars 2019. La Chambre des représentants rejette la révision constitutionnelle de l'article 7bis. La loi spéciale climat réclamée depuis des mois par les manifestants passe ainsi à la trappe. Le réalisateur engagé Bouli Lanners fulmine : « *Nous on pensait naïvement que vous alliez enfin vous sortir les doigts du cul. Mais non, vous les avez juste mis bien profond dans le nôtre et ça, ça ne passe pas.* »

L'horizon 2030. Les écologistes sont renforcés lors des élections belges et européennes, en octobre 2019. Ils montent dans les majorités au gouvernement fédéral, en Régions bruxelloise et wallonne qui placent la barre haut en termes d'objectifs climatiques : - 55 % d'émissions de GES d'ici 2030. Plus tard, la Commission européenne impose cet objectif aux Etats-membres.

5. Les syndicats ou l'emploi à tout prix

« *Rétrogrades* », « *accrochés au vieux modèle économique industriel* », « *soucieux de défendre les intérêts uniquement des travailleurs avant ceux de la planète* »... Parmi nos interlocuteurs, les syndicats en prennent régulièrement pour leur grade. Des critiques parfois caricaturales et excessives, mais qui méritent d'être examinées.

En Belgique, ces puissantes organisations restent un contre-pouvoir incontournable – ensemble, la FGTB (socialiste), la CSC (social-chrétien) et la CGSLB (libéral) totalisent près de 3,5 millions d'affiliés avec un taux de syndicalisation qui figure parmi les plus élevés d'Europe (plus de 50 % de la population active). Toutefois, face à l'évolution du monde du travail (mondialisation, fin du plein emploi, précarisation et flexibilité des travailleurs) et la multiplication des crises d'envergure, ils sont en perte d'affiliés (et de cotisations) et vivent sous tension permanente. En cause ? Le chômage de masse, la bureaucratie et l'absence de vie démocratique, l'autonomie et la concurrence entre les centrales (en particulier à la FGTB), les différences de sensibilité politique entre le Nord et le Sud, les divergences entre courants réformistes et radicaux (idéologie, moyens d'action, relations avec les partis politiques et la société civile...), la concurrence inter-syndicale, etc.

Ils sont contraints *in fine* de naviguer entre leurs ambitions programmatiques (une transition climatique juste et équitable, une économie « bas carbone ») et la crise socio-économique. « *On ne peut pas demander à des représentants du personnel de plaider pour une baisse du chiffre d'affaires de leur entreprise ou de demander la fermeture de l'entreprise voisine parce qu'elle pollue trop. Ils sont là avant tout pour négocier les salaires, améliorer les conditions de travail, préserver et augmenter la quantité d'emplois disponibles...* », cadre Bruno Bauraind, politologue, chercheur au Gresea et formateur syndical. « *Défendre l'emploi, c'est leur* core business, enchaîne Gilles Vanden Burre, chef de groupe Ecolo à la Chambre. *Quand nous sommes volontaristes sur la transition de l'industrie, il faut donc faire en sorte que les travailleurs s'y retrouvent. Quand on parle de démanteler les centrales nucléaires et qu'il y a une levée de boucliers, c'est normal. On ne peut pas agir sans travailler avec eux sur un plan de transformation du secteur.* »

Néanmoins, pour Jean Faniel, le directeur du Crisp, « *pas mal de choses sont en train de bouger pour prendre en compte les défis environnementaux, même si on reste globalement dans un logiciel productiviste qui entre en confrontation directe avec celui de l'antiproductivisme* ». Du côté de la FGTB, très présente dans l'industrie et les services (métal, alimentation, transport, bâtiment, pétrochimie, logistique...), cela reste particulièrement compliqué d'être audible avec un discours prônant davantage de sobriété économique. « *Avec certains dirigeants qui, d'un côté, dénoncent le conservatisme social des entreprises, mais de l'autre sont incapables de balayer devant leur porte,* dénonce une figure du Parti socialiste. *Ils roulent en grosse voiture de société, vivent dans des villas quatre façades et ne sont pas du tout en phase avec les objectifs climatiques dans leur sphère de compétence. Avant d'exiger des mesures radicales, il serait bon qu'ils se les imposent à eux-mêmes !* »

Pour Nicolas Van Nuffel, président de la Coalition climat, où siègent notamment des représentants des travailleurs, l'avancée du monde syndical, comparée à celle des organisations patronales, est « énorme ». « *Ils sont dans une logique de transition juste et veillent à ce que celle-ci ne se fasse pas aux dépens des travailleurs et de la justice sociale. Il faut saluer les avancées car le basculement général viendra aussi de celui du monde du travail* », défend-il. « *Ce débat "défense de l'emploi" versus "les impacts environnementaux*

> « L'avancée du monde syndical comparée à celle des organisations patronales est énorme. Ils sont dans une logique de transition juste »
>
> Niccolas Van Nuffel, président de la Coalition Climat.

– DR

Le succès des marches pour le climat tient notamment à la force de mobilisation des syndicats, membres de la Coalition climat.

et la santé des travailleurs" vit de plus en plus dans les entreprises, observe par ailleurs Bruno Bauraind. *Nombre de permanents, notamment du côté de la CSC, qui s'est rapprochée d'Ecolo et a entrepris un gros travail programmatique, sont conscients de l'importance d'articuler les questions écologiques et sociales. Mais ce sont les mêmes qui doivent aussi se battre pour défendre les acquis (salaire, bien-être au travail...) dans un contexte socio-économique tendu.* » François Sana, économiste à la CSC et membre du Conseil fédéral du développement durable, abonde dans ce sens : « *Conceptuellement, les verrous sautent çà et là. Le secteur des énergies renouvelables décolle. La rénovation des bâtiments, tout le monde s'accorde à dire que cela va créer énormément d'emplois. Il reste évidemment encore énormément de travail, notamment dans le chef des grands secteurs polluants qui se cabrent toujours. Alors que ces secteurs ont d'énormes moyens pour réparer les dégâts occasionnés, transformer leur modèle économique ou permettre à leurs travailleurs de se reconvertir.* »

Autre écueil : la difficulté, pour chaque organisation syndicale, de parler d'une seule voix vu le poids des centrales qui défendent avant tout les intérêts de leur seul secteur. « *Qu'elles soient vertes, rouges ou bleues, ces centrales peuvent parfois faire de la résistance sur les questions climatiques* », admet Nicolas Van Nuffel. L'actualité récente ne manque pas d'exemples concrets : l'arrivée de la multinationale chinoise Alibaba à Liège Airport (lire notre enquête dans *Imagine* n°149 et 150), les pollutions à répétition au port d'Anvers, la décision prise par le Parlement européen d'interdire la production de véhicules thermiques dès 2035... Autant de situations où les centrales syndicales (logistique, pétrochimie, transport, aviation) sont prises entre plusieurs feux : la préservation de l'emploi local, la pérennité et la qualité d'une activité émettrice de CO_2, la protection de l'environnement... « *Sur le développement des aéroports de Liège et Charleroi, c'est très tendu, il n'y a pas de débat possible* », constate Bruno Bauraind (Gresea). « *La centrale des métallos donne le ton, les autres doivent suivre le discours dominant* », appuie Jean Faniel (Crisp).

Une certaine fébrilité syndicale qui traduit la nécessité de fixer un cap, lors de la conférence fédérale sur la « transition juste » qui devra se tenir l'an prochain notamment. « *Nous sommes prêts à accompagner les travailleurs dans le changement, en soutenant des plans de décarbonation secteur par secteur, dans les entreprises, mais pour ça, il faudra nous expliquer la marche à suivre*, prévient Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC. *De plus, nous ne laisserons personne au bord du chemin comme on l'a fait avec la sidérurgie où des générations entières ont été sacrifiées. Le Portugal, il a le soleil, il investit massivement pour exploiter à fond ces sources d'énergie. La Pologne, elle a des mines de charbon et de la sidérurgie, mais planche à fond sur leurs mutations. Nous, rien ! On mise çà et là sur des solutions technologiques (l'hydrogène, par exemple) qui sont des dérivatifs, par ailleurs très énergivores, mais on manque d'une ligne directrice forte.* »

« Pas sûr que ce genre d'action sauvage fasse avancer la cause du climat. » Philippe Close (PS), bourgmestre de Bruxelles-Ville, réagit, le 11 octobre 2019, à l'occupation des jardins du Palais Royal par des militants d'Extinction Rebellion (XR), qui appellent le Roi à déclarer l'urgence climatique et, ainsi, désobéir. La veille, la princesse Esmeralda avait été arrêtée lors d'une action de cette même organisation de désobéissance civile.

28 novembre 2019. Dans une résolution, le Parlement européen déclare « *l'urgence climatique et environnementale en Europe et dans le monde* » et invite la Commission ainsi que les Etats membres « *à s'engager à agir en conséquence* ».

Zuhal Demir fait du *plane pooling*. Venue en avion à la COP25 (décembre 2019) de Madrid, la ministre flamande du Climat (N-VA) ironise en affirmant avoir fait du *plane pooling* (co-avionnage).

Quarante-neuf. L'ONG Greenwatch publie, en décembre 2019, le classement des 64 pays responsables de 92 % des gaz à effet de serre (GES) mondiaux. La Belgique arrive en 49e position (en recul de 9 places) pour sa « *performance climatique* », loin derrière la Chine ou le Brésil.

› Et son collègue de la FGTB d'approuver. « *La prise en compte des contraintes environnementales est une condition nécessaire, mais pas suffisante*, estime Thierry Bodson. *Deux autres aspects doivent être considérés : le maintien de la cohésion sociale face à la montée des inégalités et l'endettement de l'Etat. A l'horizon 2050, sur base des scénarios les plus positifs et si les budgets publics continuent sur cette trajectoire, on va vers un endettement de 220 %, ce qui est absolument intenable !* »

« Sur le développement des aéroports, il n'y a pas de débat possible. La centrale des métallos donne le ton, les autres doivent suivre... »

Bruno Beauraing (Gresea).

Mais la FGTB entend elle aussi être partie prenante : « *La formation des travailleurs aux métiers de demain est un exemple très concret où nous pouvons agir. A condition que l'on dispose d'outils de planification pour mieux cerner vers quoi va le monde du travail et que l'on veille aux effets rebonds : le risque de sur-formation des travailleurs déjà formés et l'absence de formation des moins qualifiés.* » –

6. La Flandre libérale fait cavalier seul

Lorsqu'il est question de la climat, au sein de la gauche francophone, un consensus règne : la Flandre serait responsable du blocage des accords intrabelges, et donc du manque d'ambition climatique du pays. « *On a quatre problèmes avec cette Région à la fois nationaliste et populiste, dominée par la N-VA. Un : les Flamands ne sont pas sur la même ligne que les Francophones en termes d'objectifs climatiques. Deux : leurs industries et la croissance passent avant tout. Le hic, c'est qu'on ne peut plus croître et décarboner en même temps ! Trois : ils sont opposés à tout accord qui inclut le fédéral. Quatre : ils prônent le séparatisme. Mais s'ils étaient indépendants, ils auraient sans doute des objectifs supérieurs à atteindre, puisqu'ils devraient réaliser seuls – 55 % d'émissions de* CO_2 *!* » glisse, un rien sarcastique, un ponte du parti écologiste. « *Le fait d'avoir une ministre de l'Environnement et de l'Energie N-VA en Flandre handicape et bloque sérieusement nombre d'actions de la Belgique au*

Les ambitions climatiques de la Belgique seraient freinées par la Flandre où l'opinion politique, à droite sur le plan socio-économique, favorise l'industrie.

niveau fédéral et international, atteste de son côté Gilles Vanden Burre, chef de groupe Ecolo à la Chambre. *Ce parti, c'est l'antithèse de notre vision de la société et ce n'est pas simple pour nos ministres écologistes au fédéral, à la Région bruxelloise et à la Région wallonne. Ce n'est pas une excuse, mais c'est une réalité avec laquelle nous devons composer.* »

Au gouvernement flamand, la N-VA détient tous les postes clés (politique générale, finances, budget, enseignement, énergie) ainsi que la ministre-présidence (Jan Jambon). Avec ses deux partenaires (le CD&V et l'Open-VLD), elle vise une « *Flandre forte* », une « *productivité élevée* » et une « *société performante* », comme précisé dans sa Déclaration de politique générale de 2019.

« *La N-VA est un parti de droite libérale et défend clairement le monde économique* », contextualiste Jean Faniel, politologue et directeur du Crisp. Proche du Voka, le puissant réseau d'entreprises flamandes (qui pèse aujourd'hui 18 000 entreprises, 65 % de la valeur ajoutée en Flandre et plus de 900 000 salariés), le parti de Bart De Wever veille à soigner les intérêts bien compris des acteurs économiques dominants en Flandre : l'agro-industrie, la pétrochimie, le port d'Anvers, l'industrie automobile (Volvo à Gand)... Et se range du côté des « climato-rassuristes », tout en étant perméable çà et là aux discours de lobbies climato-négationnistes, comme l'a démontré une enquête de 2019 de nos confrères du magazine en ligne *Apache.be*, révélant la proximité d'élus N-VA avec des mouvements venus des Etats-Unis et proches d'Exxon Mobil et de Shell. « *Des prévisions apocalyptiques avaient prédit la fin de l'humanité si nous ne changions pas radicalement notre mode de vie (...) Mais toutes ces crises illusoires ont finalement cédé devant le génie humain* », affirme ainsi son président, Bart De Wever, dans une tribune « *Nous pouvons faire face au changement climatique* », publiée en 2019 sur le site du parti. Pro-nucléaire et pro-énergies renouvelables, convaincue que seule la technologie sauvera la Flandre (et accessoirement l'humanité), la N-VA n'a de cesse de tourner en ridicule les jeunes qui militent pour le climat, de minimiser l'ampleur des catastrophes qui s'enchaînent, de rêver d'éjecter les Verts du gouvernement fédéral (où elle ne siège pas). La collaboration s'avère donc difficile, en particulier pour la ministre fédérale du Climat, Zakia Khattabi, en charge de coordonner les engagements de la Belgique au niveau international. « *Puisqu'il faut un accord entre l'autorité fédérale et les trois Régions et que la Flandre cale souvent parce qu'elle fait primer son économie sur le climat, il arrive que la Belgique se présente lors de sommets internationaux sans position commune* », rappelle Jean Faniel (Crisp). Comme ce fut encore le cas lors de la récente COP26 à Glasgow. « *Certaines fois, la ministre Demir remet même en question les objectifs généraux assignés à la Belgique et le rôle de l'Europe en mode Flexit* [la Flandre sortie de l'UE], s'indigne un habitué des négociations. *On assiste ainsi à des discussions complètement surréalistes !* » Selon une autre source, lorsque des tensions surviennent lors des débats, la ministre Zuhal Demir ne se cacherait d'ailleurs pas pour dire « *Vivement l'indépendance de la Flandre* ». Une position qui n'étonne personne mais, souffle-t-on en coulisse, « *on n'y est pas encore. Et tant qu'on n'y est pas, il faut qu'on travaille ensemble. Ce qui se passe est hallucinant. Pour moi, l'action de la N-VA est principalement destinée à prouver que la Belgique ne fonctionne pas.* » Un chef de cabinet wallon voit les choses autrement : « *La Région flamande ne veut pas d'une loi fédérale climat et ne souhaite pas refédéraliser le climat ? Dont acte, avançons. La solution est politique et les mécanismes actuels suffisent. Tout le temps que l'on discute de la gouvernance, on ne le consacre pas à la mise en œuvre des réformes significatives et basculantes.* »

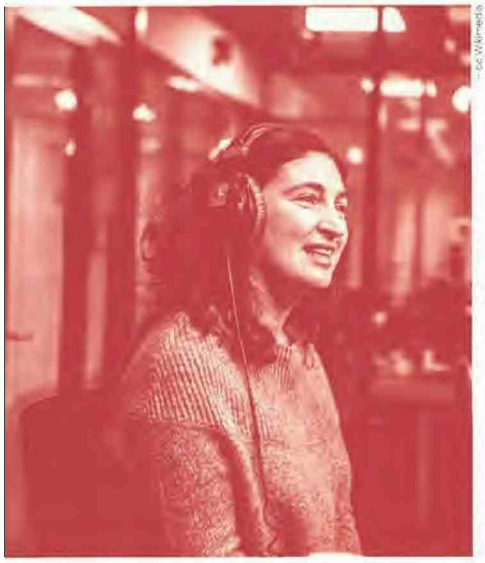
Quoi qu'il en soit, sur le terrain, ça grince des dents. L'Europe impose à la Belgique une diminution moyenne de 47 % de ses émissions d'ici 2030 (par rapport à 2005) : la Wallonie se pliera à l'objectif européen, le fédéral aussi mais la Flandre n'accepte pas les -40 % à son niveau pour limiter au maximum sa part. « *C'est la cacophonie !* » ›

« Shell tue ». En janvier 2020, près de 150 militants d'XR sont interpellés dans l'enceinte du Salon de l'automobile. Ils dénoncent « *le rôle moteur de l'industrie automobile dans l'effondrement écologique* ». Des véhicules sont tagués, un militant nu et ensanglanté hurle « Shell tue » sur le stand du géant pétrolier.

1 400 personnes. La canicule de l'été 2020 tue 1 400 personnes en Belgique, soit 200 de plus que celle de 2003, malgré les mesures d'adaptation installées depuis, rappelle le climatologue Jean-Pascal van Ypersele (UCLouvain).

14 octobre 2020. La Commission européenne éreinte le Plan national climat belge, considéré comme peu clair et trop peu ambitieux. Il doit être revu à la hausse en 2023.

L'objectif européen. Le pacte vert pour le climat en Europe engage les Etats vers la réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre de 55 % en 2030 par rapport à leur niveau de 1990 et la neutralité carbone en 2050.



Si la N-VA (dont sa ministre du Climat, Zuhal Demir) est désignée comme responsable des désaccords intrabelges en matière de climat, notons que les négociations coïncaient déjà avec ses prédécesseurs.

› déplore un responsable patronal siégeant dans divers conseils d'avis fédéraux. *Or, les entreprises du pays ont besoin d'une vision stable et cohérente. C'est très difficile pour elles de s'adapter aux différentes législations. »*
Et un ministre régional de mettre en garde : *« L'Europe avance et elle est proche de fixer de nouveaux seuils à atteindre. Ça veut dire que si on n'arrive pas à réduire suffisamment nos émissions, nous risquons des astreintes européennes ou la perte de certains financements. »*
De son côté, la ministre flamande du Climat nuance. *« La Flandre n'a jamais remis en cause l'objectif de –55 % d'émissions de CO_2 d'ici 2030 pour le continent européen. Nous pensons cependant que la répartition de cet objectif entre tous les pays doit être équitable. Certains pays doivent faire beaucoup moins que le nôtre et c'est ce que nous dénonçons. Malheureusement, on ne nous entend guère. »* Et de défendre au passage son bilan proactif et celui de son gouvernement : *« La Flandre a été la première Région à établir un plan climat concret et quantifié avec des objectifs réalistes et elle a également dû faire face à des décisions difficiles. Nous sommes la seule Région en Europe à introduire une obligation de rénovation, par exemple. Nous sommes également l'unique Région de notre pays qui atteint les objectifs européens d'économie d'énergie. »* Ce que confirme Benjamin Wilkin, directeur de l'association Energie commune. *« La Flandre a des réglementations qui vont plus bien plus loin que ce que la Wallonie ou Bruxelles peuvent mettre en œuvre dans différents domaines. Elle a notamment transposé depuis longtemps la directive européenne qui impose des installations de chauffage performantes ou renouvelables pour toute construction neuve ou rénovation importante. Sur le plan de la sobriété énergétique, les flamands sont également en avance. »*
Au fédéral, Zakia Khattabi, loin d'être sur la même longueur d'onde que son homologue flamande, reconnaît également volontiers que la Flandre est allée très loin dans certains domaines, notamment avec le récent accord sur l'émission d'azote [un budget de 3,5 milliards jusqu'en 2030 a été débloqué pour indemniser les agriculteurs contraints de mettre un terme à leurs activités polluantes]. *« Les Verts n'auraient jamais osé faire ça ! C'est donc bien une question de volonté politique. Chaque fois que Demir avance sur un point, ça m'arrange, ça décrispe les Flamands au sein de mon gouvernement »*, sourit-elle.
Et Alain Maron (Ecolo), ministre bruxellois de l'Environnement, de rappeller que la Flandre *« dispose de moyens budgétaires avec des capacités supérieures à Bruxelles et à la Wallonie, même en proportion, aussi bien au niveau des pouvoirs publics que du privé. »*
D'après Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC,

> « La Flandre a été la première Région à établir un plan climat quantifié avec des objectifs réalistes et elle a dû faire face à des décisions difficiles »

Zuhal Demir (N-VA), ministre flamande du Climat.

« c'est un peu facile de taper sur la Flandre. La Wallonie n'a de leçons à donner à personne. Un exemple : l'isolation des bâtiments. On a des filières compétentes, de pointe, mais on n'arrive pas à les imposer et on distribue des primes sans privilégier l'économie locale et biosourcée. »
« Il y a des dirigeants politiques, N-VA notamment, mais aussi de grands patrons qui ont du pouvoir et de l'influence, qui préfèrent le statu quo au changement, mais il faut éviter les généralisations, insiste Serge de Gheldere, président de l'Asbl L'affaire climat (Climatzaak). *Le climat s'invite désormais dans tous les partis, et c'est tant mieux. Car chacun peut s'emparer de ce thème, qu'il soit de gauche ou de droite. Je vois aussi des start up engagées dans la transition, des universités en mouvement pour créer des procédés bas carbone... Et même dans les secteurs polluants et conservateurs, comme la pétrochimie, ça bouge. Chez BASF, par exemple, le CEO est un Allemand qui pense autrement. »* Le paquebot Flandre bougera-t-il ? Pour Gilles Vanden Burre, le sursaut pourrait bien venir du monde économique, si cher à la N-VA. *« Les lobbies industriels sont sans doute plus puissants au nord du pays, mais quand on voit ce qui se passe au port d'Anvers, c'est intéressant,* illustre-t-il. *Ils sont tout à fait conscients qu'il faut se mettre en mouvement de manière extrêmement forte. Je ne dis pas que ce sera fait l'année prochaine et ils sont sans doute dans une vision utilitariste, mais ça bouge. »* –

© auxipress • +32 2 514 64 91 • info@auxipress.be • www.auxipress.be

7. Un narratif trop peu mobilisateur

« *On est plongé dans une époque qui ressemble au chaos et on doit abandonner un système, mais sans connaître la trajectoire à suivre. On se sent dépourvu, impuissant. Alors, on s'accroche à ce que l'on connaît : l'opulence, la facilité. Il va falloir sortir du "trop", revenir les pieds sur terre, à davantage de sobriété. A titre personnel, il m'a fallu des années pour comprendre cela*, raconte Jacques Crahay, ancien président de l'Union wallonne des entreprises (UWE). *La bataille sera culturelle, mais aussi médiatique* (lire en p.40). *Aujourd'hui, c'est le serpent qui se mange la queue : la classe politique suit les gens qui sont eux-mêmes influencés par le flux d'informations et les réseaux sociaux qui influencent en boucle les politiques.* »

Alors que les manifestations du dérèglement climatique marquent désormais nos territoires, de nombreux interlocuteurs s'accordent avec l'idée que les blocages culturels et mentaux (le déni, l'insouciance, l'irresponsabilité, etc.) nécessitent de mettre en place un nouveau récit collectif. « *Changer est toujours inconfortable et nous avons tous en nous, dans nos cerveaux, différentes formes de conservatismes*, juge Nicolas Van Nuffel, président de la Coalition climat. *Ce qu'il faut parvenir à faire, c'est convaincre qu'il s'agit de changer pour un mieux.* » Et de citer l'exemple de la réforme volontariste vers une mobilité douce entreprise à Bruxelles : « *Au départ, tout le monde râlait. Aujourd'hui, le vélo s'impose un peu partout.* » Jean-Pascal van Ypersele, climatologue à l'UCLouvain, acquiesce : « *Changer demande de l'imagination, du courage, une vision. Or, l'inertie inhérente aux processus* ›

Plusieurs interlocuteurs s'interrogent sur la nécessité de déclarer l'urgence environnementale et sociale, à l'heure où la Belgique traverse une des pires canicules de son histoire.

L'indice eau potable sur écran. En 2021, la RTBF ajoute au bulletin météo une séquence sur la disponibilité de l'eau potable. La Belgique connaît, depuis 2017, des longues périodes de sécheresse chaque année.

30 avril 2021. La Belgique soumet à l'Europe son plan de relance post-Covid. Les trois Régions et l'Etat fédéral planifient au total 15 milliards de soutien à l'économie et à la transition d'ici 2024. Entre 30 et 40 % de ces montants, selon les analyses, sont orientés climat, résilience et justice sociale.

Une condamnation historique. Le tribunal de première instance de Bruxelles, saisi par l'Asbl Action climat, condamne le 21 juin 2021 l'Etat belge et les entités régionales pour inaction climatique mais n'a pas la compétence d'imposer aux autorités de revoir leurs objectifs.

13, 14, 15 et 16 juillet 2021. 240 communes wallonnes sur 262 sont touchées par les inondations en Belgique. On dénombre 41 morts et 155 000 tonnes de déchets récoltés. Une étude d'attribution établit un lien entre les pluies torrentielles ayant touché l'Europe de l'Ouest et les bouleversements climatiques.

› *humains engendre des habitudes, des procédures, des législations, etc. qu'il est plus commode de ne pas modifier. Les échelles de temps, focalisées sur le court terme, en démocratie et dans le monde économique, prennent le dessus sur l'échelle de temps à laquelle on devrait voir les problèmes à résoudre.* »

Marek Hudon, professeur d'économie à l'ULB, enchaîne. « *Il y a eu un momentum après la crise du Covid et la crise énergétique renforcée par la guerre en Ukraine. Ces deux crises pouvaient être combinées avec une vision climatique et sociale, mais on n'y est pas parvenu. Ces crises réinterrogent aussi notre rapport à la vitesse. Le temps du changement est lent. Or, on n'a plus le temps d'attendre. Ce qui est paradoxal, c'est que notre société fonctionne sur base d'un temps désormais rapide : les transactions bancaires, les données informatiques, la circulation de l'information...* »

Pour le ministre wallon du Climat, Philippe Henry (Ecolo), la difficulté sera d'intégrer collectivement l'idée que l'on va devoir renoncer à certaines choses « *mais que celles-ci peuvent être remplacées par d'autres modes de satisfaction, d'autres conforts de vie, d'autres types d'organisations sociale et politique* ».

Au-delà des blocages psychosociaux, tous nos interlocuteurs s'accordent à dire que le narratif à construire est également systémique. Avec des barrages immenses au niveau de la gouvernance climatique, des grandes orientations socio-économiques, de notre rapport au vivant et à la consommation. « *Le narratif sur un futur décarboné n'est pas assez fort*, regrette Gaëtan Vanloqueren, directeur général d'Oxfam Magasins du Monde. *On ne voit pas encore ce que cela pourrait donner à terme.* » Un expert fédéral va un pas plus loin : « *Il n'y a ni débat public suffisamment radical, ni programme crédible pour la métamorphose, ni vision à la hauteur des enjeux sur le marché politique. Si on prend le périmètre de l'offre politique actuelle, on est vraiment très loin de ce qui est nécessaire. Ne soyons pas naïfs, des courants politiques sont vent debout contre la transition écologique.* »

Militante, cofondatrice de Youth for Belgium et observatrice attentive de la vie politique, Adélaïde Charlier fait un constat relativement similaire. « *Plus le temps passe, plus on entre dans des compromis. Prenons le Green Deal : à chaque étape, on le réécrit pour limiter l'impact des mesures sur nos vies. Les citoyens sont trop peu impliqués dans ces lieux de décision. Pendant ce temps, les lobbies privés, eux, s'y retrouvent. Un exemple emblématique c'est la réforme de la taxonomie votée au début de l'été. On a labellisé le gaz comme une énergie verte alors que c'est une énergie fossile !* », dénonce-t-elle.

Seul un Etat autoritaire serait-il capable de trouver des solutions pour en sortir et rejoindre ce que la science nous dit de faire ? Jean-Luc Crucke, député wallon MR et ex-ministre du Climat, s'interroge. Et répond d'emblée : « *Je ne veux pas y croire ! Je ne peux pas imaginer que la finalité de l'homme passe par le bâton. Ce n'est pas un raccourci de pensée. Je ne connais pas un endroit autoritaire où les gens sont heureux. Et je veux rester optimiste en pensant qu'une démocratie réformée est la solution, pas le problème.* »

> « On s'accroche à ce que l'on connaît : l'opulence, la facilité. Il va falloir sortir du "trop", revenir les pieds sur terre, à davantage de sobriété »
>
> Jacques Crahay, ex-président de l'Union wallonne des entreprises.

D'après Jean-Marc Nollet, coprésident d'Ecolo, le problème réside davantage dans la vision productiviste dans laquelle restent englués les « partis traditionnels ». « *Tant qu'ils n'auront pas intégré que le modèle économique et financier sur lequel reposent nos sociétés doit fondamentalement changer, on ne gagnera pas cette bataille culturelle* », estime-t-il. « *Plusieurs choix vont se poser à nous. Celui de la norme, celui des investissements publics et celui d'une certaine forme de planification écologique. Nous n'arriverons pas à changer fondamentalement notre modèle de production, de consommation et de société d'ici 2050 en laissant faire les forces du marché et l'action des gouvernements, les uns après les autres. Nous avons besoin, comme dans les années 30 au lendemain de la crise financière de 1929 ou dans les années 50 au sortir de la Seconde Guerre mondiale, d'une vision coordonnée et planifiée* », prévoit dès lors Paul Magnette, président du PS, converti désormais à « l'écosocialisme » et au concept de « l'acroissance ». « *Nos sociétés sont devenues suffisamment riches. Le problème, c'est la mauvaise répartition des richesses. La croissance peut avoir du sens : il y a des tas de pays auxquels on ne peut pas dire "il faut arrêter avec la croissance". Mais quand on a atteint un niveau de richesse comme le nôtre, normalement, on doit s'arrêter* », indique-t-il.

Reste que l'état d'urgence nécessite la mise en place de mesures impopulaires. « *N'avoir en tête comme objectif climatique que la seule réduction de nos émissions est contre-productif parce qu'il manquera toujours l'adhésion des citoyens*, met en garde Rebecca Thissen, chargée de recherche en justice climatique au CNCD-11.11.11. *Pour ça, on a besoin d'équité. Trop de mesures sont prises par les riches pour les riches. Le cas typique, c'est le boom de la voiture électrique. Le modèle repose sur des minerais extraits dans des pays en développement et met à mal leurs structures démocratiques et leur tissu social. L'exemple inverse, c'est la rénovation des logements sociaux dans les Régions. On vise une baisse de CO_2 tout en réduisant la facture d'énergie des personnes précarisées. On améliore*

Le making of

Pour réaliser cette enquête, la rédaction d'*Imagine* a consulté près de quarante sources, tous milieux confondus, lors d'entretiens approfondis. Le temps consacré à ces discussions et l'enthousiasme de nos interlocutrices et interlocuteurs témoignent à la fois de leur niveau de compréhension et d'engagements à propos de ces enjeux, mais également du côté sensible voire conflictuel, sur le plan politique, économique et social des bouleversements climatiques. Bon nombre de responsables institutionnels ou politiques n'ont pas souhaité être cités, ce qui explique la fréquence de citations « off ».

leur cadre de vie, ce qui a un impact positif sur leur santé, avec moins de dépenses pour la Sécu. » Le directeur d'Oxfam approuve. « *Les liens entre changements climatiques et les inégalités sont "le" cœur du débat. Les 1 % les plus riches polluent aujourd'hui 175 fois plus que les 10 % les plus pauvres !* », rappelle-t-il. Jean-Luc Crucke (MR) acquiesce, d'une certaine manière : « *Si on ne s'attaque pas à la dignité sociale et au renforcement de notre système démocratique, le mouvement des Gilets jaunes n'aura été qu'un avant-goût de ce qui nous attend. Ce sera la révolution.* »

Montée des populismes, persistance du déni climatique, difficulté d'inverser le rapport de forces politiques – la Flandre globalement à droite et la Wallonie à gauche –, montée en puissance du « capitalisme vert »... Les obstacles à un nouveau narratif sont encore nombreux. « *La pression populaire reste un vecteur de changement majeur*, défend Céline Tellier, ministre wallonne (Ecolo). *Si les déclarations de politiques régionales et fédérales contiennent autant d'éléments sur les enjeux climatiques, c'est grâce aux manifestations climat d'un côté et à l'Union européenne qui tire et impose un cap de l'autre.* » L'émergence de ce récit dépendra donc aussi de la société civile, qui, selon cette figure socialiste, « *fait bouger les lignes mais est encore organisée de manière très verticale. Et elle se bat contre des acteurs mondialisés. Les mouvements pour le climat ont été en partie institutionnalisés et sont relativement inopérants face aux criminels climatiques que sont les multinationales pétrolières.* »

Pour Nicolas Van Nuffel, « *le basculement n'a pas encore eu lieu. Mais on avance dans la bataille des idées. Avant les grandes mobilisations de 2018, c'était un sujet marginal. Aujourd'hui, plus aucun parti n'ose dire que le climat n'est pas une priorité. Le 2 décembre 2018, nous étions 100 000 citoyens à réclamer dans la rue -55 % d'émissions de gaz à effet de serre en 2030. Et personnellement, je n'y croyais pas. Un an plus tard, l'Europe l'adoptait. Quel changement de cap !* » Serge De Gheldere, le président de l'Asbl L'Affaire climat (Klimaatzaak), qui a attaqué la Belgique en justice pour inaction climatique, approuve : « *Lorsque nous avons lancé l'action en 2014, les gens nous prenaient pour des doux rêveurs, jamais contents. En 2015, quand la Fondation Urgenda a gagné en justice contre l'Etat néerlandais, le vent a tourné. Aujourd'hui, avec notre victoire en première instance et plus de 58 000 citoyens qui soutiennent notre cause, on nous prend clairement au sérieux. On a acquis une légitimité et une expertise, on nous invite à la commission Climat du Parlement flamand. On a gagné une bataille, mais pas encore la guerre.* » –

Le dernier de la classe. L'Agence européenne pour l'environnement épingle la Belgique. Sur les quatre objectifs qui lui ont été donnés pour 2020, trois n'ont pas été atteints. Elle partage le titre de dernier de la classe avec la Bulgarie.

1er novembre 2021. Début de la COP26 à Glasgow. La Belgique arrive sans accord en matière de financement climat. Zuhal Demir, ministre flamande de l'Environnement (N-VA), ne fait pas le déplacement. La Flandre demande par ailleurs à l'Europe de revoir à la baisse l'ambition belge.

« Il est urgent de reconnaître que, quand nous détruisons la planète, nous pouvons être sanctionnés ». La Belgique appelle la Cour pénale internationale à reconnaître l'écocide comme crime contre l'humanité. La résolution déposée par Ecolo/Groen est adoptée par le Parlement à une large majorité, fin 2021, faisant de notre pays le premier Etat occidental à s'engager sur ce terrain.

7 janvier 2022. Le mouvement citoyen Dégaze dépose un recours auprès du Conseil d'État pour annuler le permis de la centrale au gaz aux Awirs. « *Notre maison brûle et nos gouvernements versent de l'essence sur le feu* », accuse le mouvement.

Climat : trop faible couverture médiatique ?

Considérés par certains comme anxiogènes, techniques ou orientés, les sujets liés au climat font de plus en plus la Une des médias. Pour nombre de scientifiques et d'activistes, cela reste insuffisant. Du côté des professionnels de l'information, on s'interroge sur l'équilibre à trouver. Décryptage.

Le 28 février dernier, le GIEC publiait le deuxième volet de son sixième rapport d'évaluation. Selon plusieurs scientifiques, très peu, trop peu, de médias en parleront. Déjà retardée par la crise sanitaire, la publication pâtit du déclenchement, quatre jours plus tôt, de la guerre en Ukraine, qui occupe presque tout l'espace médiatique. Le précédent rapport avait été éclipsé par... le transfert de Lionel Messi au PSG. De manière plus générale, l'invisibilisation des sujets environnementaux est régulièrement questionnée. Et ce avec d'autant plus d'incompréhension que les effets du dérèglement climatique se manifestent désormais dans nos contrées. « *Le degré d'attention de chacun face à ces sujets influence le regard. Certains trouvent qu'on ne parle plus que de ça, d'autres estiment que ce n'est pas suffisamment traité* », juge Martine Simonis, secrétaire générale de l'Association des journalistes professionnels (AJP).

Selon une étude de l'association française Reporters d'espoirs publiée en 2020, la presse écrite et les journaux télévisés couvrent davantage les thématiques environnementales et climatiques depuis une décennie, avec la COP21 à Paris comme tournant majeur. Les médias d'information générale ne consacrent néanmoins, en moyenne, qu'un pour cent de leurs sujets au dérèglement climatique. « *Cette crise est difficile à traiter pour plusieurs raisons*, entame Grégoire Lits, sociologue des médias (UCLouvain). *D'abord, c'est un sujet qui, pendant longtemps, consistait à composer avec des experts pour documenter des événements futurs, ce qui est inhabituel pour des journalistes dont le travail est de faire le compte-rendu de faits constatables sur le terrain. Ensuite, son ampleur globale s'adapte mal à leur découpage national, régional ou local. Enfin, pour raconter de l'information sur la longue durée, il faut garder le public intéressé. Et on a vu avec le Covid que cet intérêt a des limites. Ici, c'est le même cas de figure. On consomme l'information comme on consomme un feuilleton. Elle doit être personnalisable, comme dans un procès qui dure des mois : il y a des personnages auxquels on s'identifie, d'autres qu'on déteste. Dans le cas présent, ce récit dure depuis les années 80 et a peu de personnages clés, à part Greta Thunberg et quelques scientifiques.* »

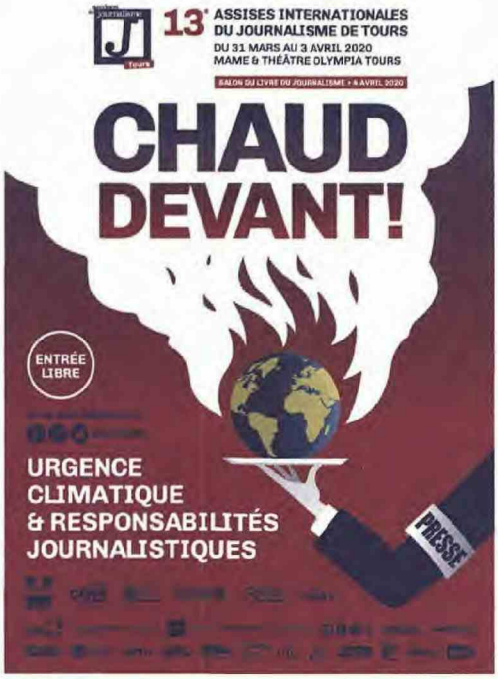
Du côté des professionnels de l'information, on estime les critiques légitimes. « *Ce matin, j'ai vu un tweet analysant la part de sujets dédiés aux incendies et à la canicule et leur lien avec le réchauffement climatique dans les JT français. C'est vrai que le constat est interpellant ! Cela dit, le temps scientifique n'est pas le temps médiatique. Ce n'est pas parce qu'il y a un événement isolé qu'on peut immédiatement affirmer que c'est lié*, avise Johanne Montay, responsable éditoriale sciences, santé et environnement à la RTBF. *Par ailleurs, on ne peut pas faire du matraquage. Un JT, c'est un équilibre entre différents sujets et il peut être contre-productif de souligner l'enjeu climatique en permanence. Si on couvre une course de F1, doit-on dire combien de tonnes de CO_2 sont consommées ? Certainement. Mais de manière systématique ? Ce serait très mal reçu. C'est très délicat : les messages négatifs ou perçus comme moralisateurs passant mal, on risque de dégouter.* »

L'équilibre est ainsi difficile à trouver entre les sujets connotés négativement renforçant le côté angoissant de la crise – intrinsèquement anxiogène –, les sujets connotés positivement - solutions, adaptations, etc. – ne pouvant se suffire à eux-mêmes, les centres d'intérêt des lecteurs et auditeurs, la pression des annonceurs publicitaires, les conflits idéologiques au sein d'une rédaction, la ligne éditoriale, le rythme de l'actualité, les ressources humaines disponibles. « *On a trop régulièrement donné la parole à des climato-sceptiques, au nom de la liberté d'expression, laissant penser qu'une opinion équivalait à des faits scientifiques. Nous n'en sommes heureusement plus là. Le défi qui se pose aujourd'hui, c'est le traitement journalistique de manière transversale*, avance Gilles Toussaint, responsable de la rubrique Planète à *La Libre*. *Je plaide pour que tous les journalistes se saisissent de cette matière. Pour le moment, ça se fait trop au cas par cas. Or, que ce soit en termes de mobilité, de culture, d'énergie, de social, de migration, d'agriculture, d'économie... Le climat touche tout. Les pages Planète ne doivent pas être une réserve naturelle.* » Même constat au *Soir*, où l'on s'interroge sur les approches contradictoires du traitement médiatique. « *En termes de cohérence éditoriale, un dialogue de fond me semble nécessaire sur nos paradoxes internes*, observe Michel De Muelenaere, journaliste spécialiste des questions environnementales. *Peut-on continuer à écrire des pages dithyrambiques sur le Black Friday ou vanter des trucs et astuces pour faire de bonnes affaires sur Internet, sachant les conséquences environnementales du commerce en ligne et de la surconsommation ? Les journalistes ne sont pas des*

« Le climat est un sujet qui, pendant longtemps, consistait à composer avec des experts pour documenter des événements futurs, ce qui est inhabituel pour des journalistes »

Grégoire Lits, sociologue des médias (UCLouvain)

prescripteurs de comportements mais ils ont une responsabilité sociétale. »
Et nos confrères de retourner des reproches aux détracteurs : rassembler la diversité des pratiques journalistiques sous une seule bannière – « les médias » - est réducteur. D'autant que cette généralisation peut émaner d'individus qui, interrogés sur leur consommation médiatique, admettent ne pas être des lecteurs réguliers. « *Je peux comprendre le désarroi. Il y a peut-être un travail d'éducation aux médias à faire*, distille Frédéric Rohart, journaliste à *l'Echo*, qui suit notamment les politiques européennes et les grands-messes climatiques. *La raison de la mise en avant d'une information est sa nouveauté, ce qui n'est pas spécifique au climat. Quand les Talibans ont repris le pouvoir l'année dernière, c'était nouveau, donc partout. Les femmes afghanes ont prévenu qu'elles seraient rapidement oubliées. Elles avaient raison. Cela montre bien que dans la plupart des médias, c'est la crise qui crée un espace. En ce sens, le dérèglement climatique n'est pas un événement extraordinaire bénéficiant d'une couverture intense et ramassée dans le temps. C'est une grande crise qui occasionne des crises ponctuelles : les inondations en 2021, les sécheresses d'année en année, etc.* » Là aussi, des réflexions sont en cours ci et là pour tenter de sortir du carcan de l'immédiateté. Par exemple, un groupe de journalistes a ainsi été créé à la RTBF en septembre 2021 pour « *donner au climat une priorité éditoriale* ». « *Nous devons désormais chausser les lunettes climatiques, comme nous l'avons fait pour les questions de genre et de diversité. Et rester vigilants à ne pas laisser ce sujet en veille en l'absence d'événements catastrophiques* », ajoute Johanne Montay.
Transversalité, cohérence, temporalité…



En 2021, les Assises du journalisme en France étaient dédiées à l'information en temps de crise sanitaire et climatique.

Reste encore la question de la formation – universitaire et continue - des journalistes. Selon une enquête de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ), seuls 6 % des journalistes ont reçu une formation spécifique, tandis que 81 % se disent préoccupés par la crise. Ils pointent la responsabilité de leurs unions professionnelles, 46 % déclarant que leur syndicat n'a pas de politique relative au changement climatique. En Belgique, l'AJP n'organise aucune formation sur les questions climatiques pour ses membres. « *Mais c'est une bonne idée*, convient Martine Simonis. *Une couverture plus importante et plus qualitative serait sans doute bénéfique.* » — **Sarah Freres**

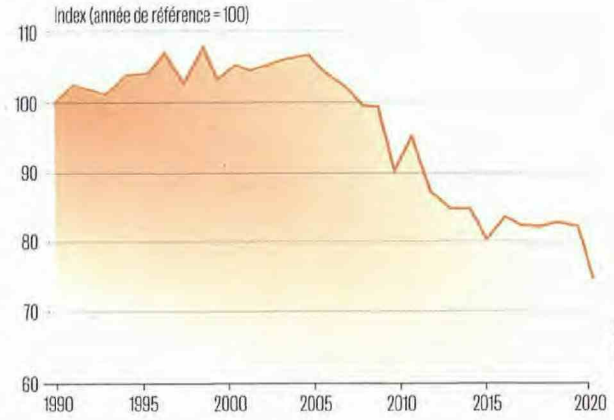
18 mars 2022. Le gouvernement fédéral décide de prolonger pour dix ans les réacteurs nucléaires Tihange 3 et Doel 4, dont l'usage ne produit pas de gaz à effet de serre. Cinq cents millions d'euros pour chaque unité seront alloués par l'État.

26 mars 2022. Selon les calculs du WWF, la Belgique atteint à cette date « *le jour du dépassement* ». Cela signifie que le pays vit à crédit sur le dos de la nature le restant de l'année. L'empreinte écologique de la Belgique nécessiterait 4,1 planètes Terre si notre modèle de développement était appliqué à l'ensemble des pays. La moyenne mondiale du « jour du dépassement » est établie le 29 juillet en 2022.

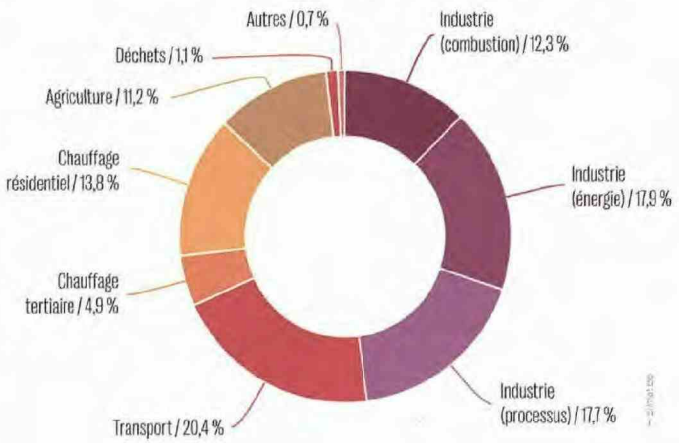
4 avril 2022. Le GIEC sort le 3e volume de son 6e rapport. À politique inchangée, le monde se dirige vers un réchauffement compris entre 2,2 et 3,5 degrés à l'horizon 2100, qui aurait de très lourdes conséquences pour le développement futur de nos sociétés et la préservation du vivant.

Yes We Plant… Mais pas assez. L'objectif du million d'arbres afin d'enraciner 4 000 kilomètres de haies a été aujourd'hui atteint dans le cadre du programme Yes We Plant lancé par la ministre wallonne de la Nature, Céline Tellier (Ecolo). « *Il faudrait planter 100 000 kilomètres de haies pour s'adapter aux changements climatiques !*, considère Gaëtan Vanloqueren, directeur d'Oxfam-Magasins du Monde. *Je parle en tant qu'agronome. Mais quel politique va oser dire cela ?* »

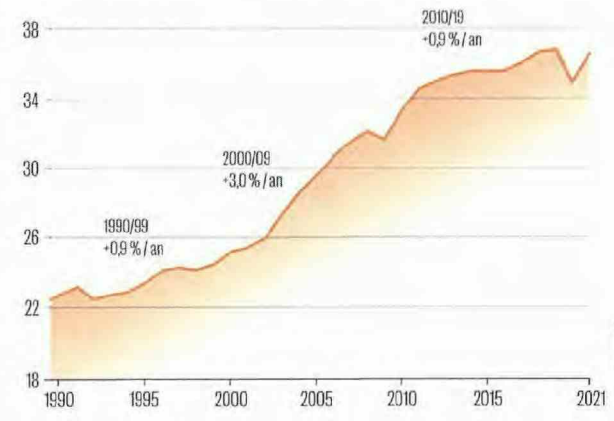
Historique des émissions de CO_2 en Belgique



Part des différents secteurs dans les émissions totales belges en 2020 (%)



Emissions de CO_2 d'origine fossile dans le monde



Une trop lente baisse de nos émissions de CO_2

Alors que la croissance des émissions mondiales de gaz à effet de serre se poursuit, la Belgique tente de s'inscrire dans les objectifs européens de neutralité carbone à l'horizon 2050. Cela implique que les trois Régions, selon l'objectif assigné à la Belgique, devront avoir réalisé une diminution de 47 % des émissions, en moyenne, d'ici huit ans. Avec des objectifs différents : -55 % en Wallonie, -55 % au fédéral, - 47 % à Bruxelles et... une inconnue côté flamand.

Selon le rapport communiqué cette année aux Nations unies, la Belgique a réduit en 2020 ses émissions de 28 % par rapport aux années de référence (1990 et 1995). De 2019 à 2020, on constate une forte diminution (8,60 %) attribuable à la crise sanitaire et probablement annulée par la reprise.

Comme le détaille notre infographie, le secteur des transports routiers est le plus problématique. Ses émissions ont augmenté de 25 % entre 1990 et 2019. Les émissions du secteur tertiaire (chauffage des bâtiments) sont également en augmentation (+21,1 %). Les émissions du secteur résidentiel, en revanche, ont chuté de 29,1 % en trente ans, ce qui s'explique par les hivers plus doux alors que le parc immobilier belge demeure parmi les plus énergivores d'Europe.

Les autres secteurs ont également enregistré des baisses notables sur l'ensemble de la période 1990-2020. A commencer par l'industrie, qui représente grosso modo la moitié de nos émissions. Ces efforts ont été réalisés en partie à travers des améliorations de procédés, de changements de combustibles et d'accords de branche. Mais les fermetures et délocalisations des hauts-fourneaux sidérurgiques expliquent en bonne partie la chute des émissions de ce secteur. Si bien qu'en Wallonie, les émissions industrielles stagnent depuis une dizaine d'années. Tout cela signifie une chose : le plus facile a été réalisé et souvent de manière opportuniste (fermetures, hivers doux) plutôt que volontariste. La montagne reste à escalader pour atteindre une Belgique et un monde sans énergies fossiles dans moins de trente ans. —

© auxipress • +32 2 514 64 91 • info@auxipress.be • www.auxipress.be

La rentrée des activistes

Après deux ans de silence relatif, les activistes pour le climat sont prêts à reprendre la lutte... avec d'autres stratégies et d'autres cibles. Une nouvelle coalition, baptisée Code Rouge, entamera des actions de désobéissance civile dès le mois d'octobre.

Le rendez-vous est fixé les 8 et 9 octobre. La cible : TotalEnergies, géant du pétrole et du gaz. L'organisateur : « Code Rouge », une nouvelle coalition d'activistes pour le climat regroupant diverses instances et groupes d'action (Extinction Rebellion, Greenpeace, Youth for Climate, le Réseau Ades, Stop Alibaba, les Grands-parents pour le climat, etc.) ainsi que des citoyens. Le moyen : la désobéissance civile, à l'instar des actions d'Ende Gelände en Allemagne. *« Dirigée contre les grands pollueurs historiques, elle n'est pas autorisée par la loi, mais au vu de la crise actuelle, sociale et planétaire, c'est peut-être la seule chose légitime à faire »*, estime le collectif. Au vu de ses installations en Belgique – la troisième plus grande raffinerie d'Europe et, avec plus de 530 pompes à essence, le plus grand réseau de stations-services du pays –, de sa responsabilité historique dans la crise climatique et de ses récents superprofits dans un contexte d'explosion des prix de l'énergie – le groupe a doublé son bénéfice net avec 5,7 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2022 –, TotalEnergies était toute désignée. *« TotalEnergies, malgré ses beaux discours et son changement de nom pour polir son image, continue de développer des projets climaticides. Elle n'est pas l'unique responsable de la crise mais fait partie des acteurs principaux qui bloquent la transition. C'est un symbole »*, avance Chloé Mikolajczak, porte-parole de la coalition.

Au-delà de cette première mobilisation, Code Rouge a la volonté de développer le concept de désobéissance civile en Belgique en se focalisant sur le secteur privé et les infrastructures des énergies fossiles. *« Il ne s'agit pas de dire que les marches sont inutiles. Mais le changement ne va pas assez vite. On ne peut en tout cas plus uniquement se contenter des méthodes de mobilisation traditionnelles. Et c'est le moment de remettre le climat à l'agenda, surtout avec l'été qu'on a eu... »*, glisse-t-elle. Pour Adélaïde Charlier, figure de proue de Youth for Climate, s'attaquer au secteur privé incarne une autre manière d'influer sur le monde politique. D'autant que l'enjeu est plus large que celui du seul climat. *« Pendant la pandémie, les mouvements des jeunes européens et non-européens se sont mis en réseau, vu qu'on manifestait notamment en ligne. C'est en les écoutant que nous nous sommes rendus compte que l'impact des énergies fossiles ne se mesure pas qu'en CO_2 : non seulement les grandes compagnies pétrolières nous ont amené dans une crise mais en plus, leurs projets ne sont pas respectueux des droits humains. Le déclic s'est fait quand les mouvements ougandais et tanzaniens ont fait appel aux Français pour construire une campagne contre le grand projet EACOP de TotalEnergies. Nous devons être solidaires de ces mouvements-là et coller une image néfaste aux gros pollueurs ! »*, plaide-t-elle.

Pour l'heure, des ateliers d'initiation à la désobéissance civile sont organisés dans différentes villes. *« Il s'agit d'apprendre comment réagir et interagir avec les forces de l'ordre, comment communiquer avec les autres participants, comment s'occuper les uns des autres pour faire en sorte que ça se passe bien, etc. »*, décrit Chloé Mikolajczak. Et de rappeler que la rentrée des activistes se poursuivra le 23 octobre, dans les rues de Bruxelles, avec une marche pour le climat. – S. F.

CODE ROUGE-ROOD

No bees, no food. Le 8 juin 2022, des activistes de XR, déguisés en abeilles, déversent une tonne de pulpe de betterave devant le siège du MR, avec le slogan *No bees, no food*. Ils dénoncent l'usage excessif de dérogations pour « situations d'urgence », perpétuant l'emploi de substances interdites par l'Union européenne en raison de leur haute toxicité pour les pollinisateurs et nocivité pour le climat.

2035. L'Union européenne valide, le 28 juin 2022, l'interdiction de la vente de voitures neuves thermiques à partir de 2035. Les firmes dont la production de voitures de luxe qui se situent en deçà de 1 000 unités par an comme Bugatti, Ferrari, Morgan ou le suédois Koenigsegg échapperont, pour leur part, aux restrictions programmées.

6 juillet 2022. Le nucléaire et le gaz fossile sont ajoutés aux énergies vertes dans le cadre du Green Deal européen. Huit pays, dont l'Allemagne, l'Autriche et le Luxembourg, s'y sont opposés.

Des canicules chroniques. La Belgique enregistre son mois de juillet le plus sec depuis 1885. Le nombre de morts liés aux épisodes caniculaires pourrait dépasser le record de 2020. –

PRINT MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1731056

La Libre Belgique

Date: 19-09-2022
Page: 21
Periodicity: Daily
Journalist: News Agency AFP

Circulation: 31757
Audience: 231000
Size: 132 cm²

La crise climatique aggrave la faim

■ L'impact des phénomènes extrêmes se fait ressentir dans plusieurs pays.

Sécheresses extrêmes, inondations dévastatrices, désertification: en six ans, la "faim aiguë" a plus que doublé dans les pays les plus exposés aux catastrophes climatiques, selon Oxfam. Dans un rapport publié vendredi, l'ONG estime que la faim aiguë a augmenté de 123 % depuis 2016 dans dix pays parmi les plus exposés aux risques climatiques.

Dans ces États – Somalie, Haïti, Djibouti, Kenya, Niger, Afghanistan, Guatemala, Madagascar, Burkina Faso et Zimbabwe –, 48 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë et nécessitent une aide d'urgence pour survivre. Quelque 18 millions d'entre elles sont même considérées comme étant au bord de la famine. Si les conflits et les crises économiques restent les principaux responsables de la faim, *"les phénomènes météorologiques extrêmes, de plus en plus nombreux et violents, réduisent eux aussi la capacité des populations pauvres à contrer la faim et à faire face aux chocs à venir"*, souligne l'ONG.

La Somalie, qui est l'un des pays les moins bien préparés à faire face à l'urgence climatique, affronte par exemple la pire sécheresse de son histoire, un million de personnes ayant déjà fui leur foyer.

La responsabilité des pays riches

Pour Oxfam, le fait que les États les moins responsables de la crise climatique soient ceux qui en souffrent le plus *"est une preuve criante d'existence d'inégalités mondiales"*. Les pays industrialisés et notamment ceux du G20 sont *"responsables de plus de trois quarts des émissions mondiales de carbone"*, tandis que ces dix pays vulnérables n'en émettent collectivement que 0,13 %, souligne l'ONG.

Lors de l'Assemblée générale 2022 de l'Onu qui s'est ouverte mardi et de la COP27, prévue en novembre, les leaders mondiaux doivent s'engager à réduire massivement leurs émissions et *"offrir une compensation aux pays les plus touchés pour les préjudices"* qu'ils subissent, plaide Oxfam. L'annulation de la dette de ces États vulnérables leur permettrait également d'investir pour lutter contre l'urgence climatique. (AFP)

WEB MEDIA
OXFAM MAGASINS DU MONDE
Ref: 42879 / NC1734070

www.quefaire.be

Date: **19-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**

Circulation: **0**
Audience: **28769**

https://www.quefaire.be/comment-bien-consommer-en-8467412.shtml

Comment bien consommer en seconde main ? Rencontre-débat

Dans le cadre du Second Hand September, Oxfam-Magasins du monde organise une soirée de rencontre avec Juliet Bonhomme et d'autres intervenant·e·s, qui reviendront sur la nécessité d'une autre consommation dans le domaine de la mode. L'instragrameuse porte-drapeau de la slow fashion et de l'upcycling nous parlera de son changement de cap et nous livrera ses trucs et astuces pour mieux consommer la mode.

La rencontre sera suivie d'un drink

Bienvenue à toutes et tous !

Où :
Magasin du Monde Oxfam
Rue de Pervyse 68
1040 Etterbeek

Téléphone :
+32 (0) 10 437.950 - Réservation obligatoire

Tarif :
Gratuit

Public :
à partir de 10 ans

Internet :
https://oxfammagasinsdumonde.be/secondhandseptember/

Enregistré par :
Valentine Hanin suivre (19/09/2022)

Catégorie :
Autres suivre

Jeudi: de 19:30 à 22:30

Le 22 septembre

www.quefaire.be
Date: **23-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**
Circulation: **0**
Audience: **28769**
https://www.quefaire.be/proces-du-commerce-equitable-8468436.shtml

Procès du Commerce Équitable

Le Procès du Commerce Equitable propose, à partir de critiques que le grand public adresse souvent à la filière du Commerce équitable une réflexion sur le système économique et notre capacité à le changer, sur la solidarité mondiale, et plus largement sur l'impact de notre consommation sur le monde.

A travers la mise en scène d'un « tribunal du peuple », le public forme le jury du procès du Commerce Équitable. Celui-ci est accusé de polluer la planète en important des produits qui proviennent de loin, d'être trop cher et enfin d'être une alternative trop peu radicale pour véritablement changer le monde.

Avec intelligence et humour, le procureur, l'avocate de la défense et le juge animent le procès en invitant à la barre plusieurs témoins hauts en couleur.

À la fin du spectacle aura lieu un débat au cours duquel chaque spectacteur·rice sera amené·e, non pas à condamner ni à émettre une sentence, mais à formuler des recommandations en vue d'améliorer le mouvement du Commerce équitable et à partager d'autres suggestions.

Un spectacle du Skarab théâtre

En partenariat avec Oxfam - Magasins du monde

Dans le cadre de la semaine du commerce équitable

Où :

Centre Culturel de Braine-L'alleud

Rue Jules Hans 4

1420 Braine-l'Alleud

Téléphone : 028540730

- Réservation préférable

Tarif :

10 €

Public :

à partir de 12 ans

Internet :

https://www.braineculture.be/evenement/Proces-du-Commerce-Equitable_n75618743

Enregistré par :

culturel centre suivre (22/09/2022)

Catégorie :

Théâtre suivre

Mercredi: de 20:15 à 22:00

Le 19 octobre

www.quefaire.be
Date: **23-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**
Circulation: **0**
Audience: **28769**
https://www.quefaire.be/proces-du-commerce-equitable-8468436.shtml

Procès du Commerce Équitable

Le Procès du Commerce Equitable propose, à partir de critiques que le grand public adresse souvent à la filière du Commerce équitable une réflexion sur le système économique et notre capacité à le changer, sur la solidarité mondiale, et plus largement sur l'impact de notre consommation sur le monde.

A travers la mise en scène d'un « tribunal du peuple », le public forme le jury du procès du Commerce Équitable. Celui-ci est accusé de polluer la planète en important des produits qui proviennent de loin, d'être trop cher et enfin d'être une alternative trop peu radicale pour véritablement changer le monde.

Avec intelligence et humour, le procureur, l'avocate de la défense et le juge animent le procès en invitant à la barre plusieurs témoins hauts en couleur.

À la fin du spectacle aura lieu un débat au cours duquel chaque spectacteur·rice sera amené·e, non pas à condamner ni à émettre une sentence, mais à formuler des recommandations en vue d'améliorer le mouvement du Commerce équitable et à partager d'autres suggestions.

Un spectacle du Skarab théâtre

En partenariat avec Oxfam - Magasins du monde

Dans le cadre de la semaine du commerce équitable

Où :

Centre Culturel de Braine-L'alleud

Rue Jules Hans 4

1420 Braine-l'Alleud

Téléphone : 028540730

- Réservation préférable

Tarif :

10 €

Public :

à partir de 12 ans

Internet :

https://www.braineculture.be/evenement/Proces-du-Commerce-Equitable_n75618743

Enregistré par :

culturel centre suivre (22/09/2022)

Catégorie :

Théâtre suivre

Mercredi: de 20:15 à 22:00

Le 19 octobre

L'Avenir (éd. Namur)

Date: **26-09-2022**
Page: **22**
Periodicity: **Daily**
Journalist: **-**

Circulation: **20534**
Audience: **99765**
Size: **22 cm²**

Bioul : formation sur la santé et petit déjeuner Oxfam

À l'initiative de l'ACRF, les prochaines rencontres de la formation sur la santé auront lieu les mardis 4 et 18 octobre de 14h à 16h30, au Chérimont. On y débattra de la santé physique et mentale.

Le prochain petit-déjeuner Oxfam est prévu le dimanche 20 novembre en la salle le Chérimont de 8h à 11h.

WEB MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1747124

www.tvcom.be

Date: **23-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**

Circulation: **0**
Audience: **1000**

https://www.tvcom.be/video/info/economie/quot-second-hand-september-quot-un-mois-pour-s-habiller-en-seconde-main-chez-oxfam-magasins-du-monde_31060.html

"Second Hand September", un mois pour s'habiller en seconde main chez Oxfam-Magasins du monde

Oxfam-Magasins du Monde a lancé sa campagne Second Hand September. Durant tout le mois de septembre, le public est invité à s'habiller uniquement en seconde main en évitant d'acheter des vêtements neufs. L'objectif est de sensibiliser à la lutte contre le réchauffement climatique et de mettre en avant la seconde main comme solution. Cette campagne s'oppose ainsi à la fast fashion et à la production intensive de l'industrie du textile.

Acheter ou faire un don

Oxfam-Magasins du monde dispose de 33 magasins de seconde main en Wallonie et à Bruxelles. Parmi ceux-ci, on en retrouve un du côté de Wavre. Vous y trouverez des vêtements et accessoires pour femme, pour homme mais également pour enfant. Durant ce mois de septembre, vous pouvez donc acheter de la seconde main mais également faire des dons comme nous explique Elodie Vandenbergh pour la Cellule Seconde main d'Oxfam-Magasins du monde. "Si vous voulez faire un don de vêtements, vous pouvez en faire un de qualité, c'est à dire qu'ils doivent être propres, sans trous et sans tâches. C'est possible dans les magasins de seconde main et de commerce équitable".

Un concours a été lancé pour l'occasion.

Delphine Gheysen - Images : Dominique Tournay

PRINT MEDIA
OXFAM WERELDWINKELS/FAIRTRADE
Ref: 42877 / NC1751972

La Dernière Heure (éd. Hainaut)

Date: 29-09-2022
Page: 14
Periodicity: Daily
Journalist: -

Circulation: 5229
Audience: 25000
Size: 206 cm²

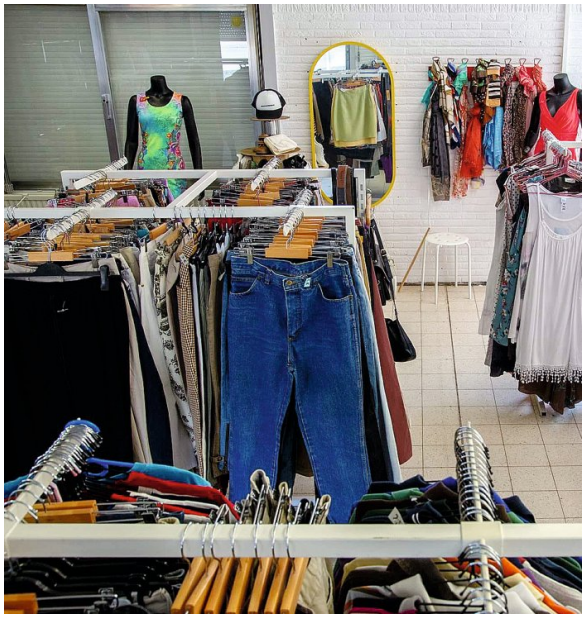
Le “seconde main”, bon plan pour pas cher

RÉGION

Saint Vincent de Paul, Oxfam, Croix-Rouge et d’autres proposent de se vêtir à moindre coût.

Avec les différentes augmentations mettant à mal les finances de bon nombre de personnes, certaines n’ont d’autres possibilités que de faire un choix. Santé, énergie, nourriture et vêtements font partie de ces choix. Afin de limiter les coûts notamment en matière d’habillement, il existe des alternatives assez intéressantes. Les vestiboutiques sont des lieux qui offrent aux personnes en difficulté l’opportunité de se vêtir à moindre prix. Gérées par des associations comme la Croix-Rouge ou Saint Vincent de Paul, les vestiboutiques ouvrent leurs portes à tous ou sous certaines conditions.

S’il existe des conditions d’accès pour profiter des colis alimentaires du réseau Saint Vincent de Paul, il n’en existe pas pour les vestiboutiques car la vente de vêtements constitue une ressource financière nécessaire au fonctionnement des associations. Les prix sont modiques et varient entre 50 centimes et 2 euros. *“Nous vendons des vêtements à tous et il n’est pas nécessaire d’être bénéficiaire d’allocations sociales pour y avoir accès. Nous trions les vêtements, nous ne vendons pas des fripes. L’argent ainsi récolté nous permet de payer certains frais et de proposer des aides financières ponctuellement”*, explique une des responsables de Saint Vincent de Paul d’Erquelinnes.



Avec toutes les augmentations successives, le seconde main reste un bon plan pour se vêtir à moindre prix. © D.R.

Le seconde main répond à une nécessité économique mais aussi sociale.

Sur Charleroi, l’ASBL La Faim du mois, en plus de donner des repas et des colis alimentaires, a également ouvert une vestiboutique. *“Cette vestiboutique répond à une vraie demande du public. Certains n’ont plus la possibilité d’aller dans un magasin traditionnel et sont soulagés de pouvoir trouver des articles chez nous. Bien que nos vêtements soient à vendre, nous répondons à certaines urgences comme lorsque nous avons vu passer deux personnes sans abri habillées très légèrement. Nous leur avons offert de se vêtir de manière plus adaptée. C’est non seulement une nécessité économique mais aussi une nécessité sociale. Les gens ont l’occasion de faire des achats comme dans n’importe quel autre magasin”*, explique l’un des responsables de l’ASBL.

F.Ng.

Retrouvez la liste des vestiboutiques de la région Charleroi Métropole sur notre site *dhnet.be/regions/charleroi.*

www.dhnet.be
Date: **29-09-2022**
Periodicity: **Continuous**
Journalist: **-**
Circulation: **0**
Audience: **363300**
https://www.dhnet.be/regions/charleroi/2022/09/29/shabiller-en-seconde-main-un-bon-plan-pour-pas-cher-TZWOMYUVWZEFBBAPQNJCEJKU4I/

S'habiller en seconde main: un bon plan pour pas cher

Saint Vincent de Paul, Oxfam, Croix-Rouge et d'autres associations proposent de se vêtir à moindre coût. On a fait le tour.

Avec les différentes augmentations mettant à mal les finances de bon nombre de personnes, certains n'ont d'autres possibilités que de faire choix. Santé, énergies, nourriture et vêtements pour partie de ces choix. Afin de limiter les coûts notamment en matière d'habillement, il existe des alternatives assez intéressantes. Les vestiboutiques sont des lieux qui offrent aux personnes en difficulté l'opportunité de se vêtir à moindre prix. Gérées par des associations comme la Croix-Rouge ou Saint Vincent de Paul, les vestiboutiques ouvrent leurs portes à tous ou sous certaines conditions.

S'il existe des conditions d'accès pour profiter des colis alimentaires du réseau Saint Vincent de Paul, il n'en existent pas pour les vestiboutiques car la vente de vêtements constitue une ressource financière nécessaire au fonctionnement des associations. Les prix sont modiques et varient entre 50 cents et 2 euros. "Nous vendons des vêtements à tous et il n'est pas nécessaire d'être bénéficiaire d'allocations sociales pour y avoir accès. Nous trions les vêtements, nous ne vendons pas des fripes. L'argent ainsi récolté nous permet de payer certains frais et de proposer des aides financières ponctuellement," explique une des responsables de Saint Vincent de Paul d'Erquelinnes.

Sur Charleroi, à l'asbl "La Faim du mois, en plus de donner des repas et des colis alimentaires, a également ouvert une vestiboutique. "Cette vestiboutique répond à une vraie demande du public. Certains n'ont plus la possibilité d'aller dans un magasin traditionnel et sont soulagés de pouvoir trouver des articles chez nous. Bien que nos vêtements sont à vendre nous répondons à certaines urgences come lorsque nous avons vu passer deux personnes sans abri habiller très légèrement. Nous leur avons offert de se vêtir de manière plus adaptée. C'est non seulement une nécessité économique mais aussi une nécessité sociale. Les gens ont l'occasion de faire des achats comme dans n'importe quel autre magasin, " explique l'un des responsables de l'asbl.

Nous avons dressé une liste non exhaustive de ce qui existe dans la région. Les jours et heures d'ouvertures sont fixés par les vestiboutiques elles-mêmes.

Pour le réseau de Saint Vincent de Paul, il existe des vestiboutiques à :

- Marchienne-Docherie Place Reine Astrid 26
- Mont-sur-Marchienne Rue de l'Eglise 51
- Jumet-Heigne Place du Prieuré 16
- Jumet Houbois- Chef Lieu- Try-Charly Place du Chef Lieu 1
- Fontaine-L'Evêque Place de la Wallonie 16
- Châtelet Place de l'Hôtel de Ville 21
- Mellet-Les Bons Villers Saint-Mutien-Marie Place Commandant Bultot 10
- Pont-à-Celles Saint-Jean-Baptiste Rue Gaudimont 13
- Farciennes Rue du Bois 46 - 6240 Pironchamps
- Erquelinnes Sainte-Familleue Waroquier 13 bte 1
- Momignies Entraide Pause-Café Rue Nordon 2

La Croix Rouge offre également la possibilité de se vêtir à moindre coût. Outre s'habiller en Vestiboutique, dans les magasins de seconde main de la Croix-Rouge, c'est aussi soutenir les actions sociales de l'organisation, puisque tous les profits générés par les ventes servent à aider les personnes dans le besoin : par exemple distribuer des colis alimentaires aux familles précarisées, organiser des tournées auprès des personnes sans-abri ou un bar à soupe hivernal…

- Monceau sur Sambre Rue Albert Camus 18
- Thuin Rue t'Serstevens 36
- Biercée Rue Grignard 31
- Charleroi Rue du Gouvernement 15
- Jumet Chaussée de Gilly 18
- Gozée Rue de Marchienne 42
- Chimay Place Léopold 1

Le réseau Oxfam Magasin du Monde propose aussi des vêtements meilleur marché. On peut trouver des boutiques Oxfam à :

- Rue de Montigny 68 à Charleroi
- Avenue de Philippeville 290 à Marcinelle

- Chaussée de Lodelinsart 198

A côté de ces trois associations plus importantes, il existe d’autres associations qui fournissent aussi les mêmes services.

- La vestiboutique de "La Faim du Mois" Rue Ferre à Charleroi.
- Formi'Boutique à l'Avenue du Chili 18 à Marcinelle
- Rezippons la Terre Place du Perron 23 Châtelet